
Revue de presse

Mercredi 29 juin 2022 à 12 h 07

43 documents

Sommaire

Revue de presse • 43 documents

Le Quotidien (Saguenay, QC) (site web)	31 décembre 2019 Le meilleur et le pire de 2019	5
Le Soleil (Québec, QC)	30 novembre 2019 278 000 \$ pour SABSA	12
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)	29 novembre 2019 Près de 300 000 \$ pour SABSA	13
Le Journal de Québec	29 novembre 2019 FINANCEMENT : LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE LA FONDATION SABSA FAIT MOUCHE	14
Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Quebec	29 novembre 2019 Campagne de la Fondation SABSA: la première édition fait mouche avec près de 280 000\$ amassé en deux mois	15
Le Devoir	13 novembre 2019 La FIS déçue du projet de loi sur les "super-infirmières"	16
Le Devoir (site web)	12 novembre 2019 La création de cliniques d'infirmières n'emballa pas la ministre McCann	18
Le Journal de Montréal (site web réf.) - Le Journal de Montréal	8 novembre 2019 Déguisement de Catherine Dorion: «Qu'elle arrête de faire un show et qu'elle s'occupe de son comté», dit Gaudreault	19
Le Journal de Québec	7 novembre 2019 CATHERINE DORION RÉPOND À LA CRITIQUE DE SYLVAIN GAUDREULT	20
Le Quotidien (Saguenay, QC)	6 novembre 2019 Plainte des libéraux contre Dorion	21
Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Quebec	6 novembre 2019 «Déguisement» d'Halloween: Catherine Dorion ne digère pas les propos de Sylvain Gaudreault	23
Le Soleil (Québec, QC) (site web)	13 octobre 2019 Le Soleil hier, aujourd'hui et demain	24
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)	11 octobre 2019 Sur la première ligne pour SABSA	26
Charlesbourg Express	2 octobre 2019 Avancée locale pour éradiquer l'hépatite C	28
Le Soleil (Québec, QC)	1 octobre 2019 SABSA sollicite des dons pour poursuivre sa mission	30
Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Quebec	30 septembre 2019 Fondation SABSA: d'ex-toxicomane à intervenant psychosocial	32
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	29 septembre 2019 SABSA lance sa campagne de financement	33
Le Soleil (Québec, QC)	5 septembre 2019 Une infirmière hors normes	35
Le Soleil (Québec, QC)	15 juillet 2019 SABSA: une clinique inspirante	37

Le Soleil (Québec, QC) (tablette)	14 juillet 2019 SABSA: une clinique inspirante	38
Le Journal de Québec	12 juillet 2019 SUBVENTION DE 420 000 \$ POUR LA CLINIQUE SABSA	40
Canada NewsWire (français)	11 juillet 2019 L'OIIQ salue la décision de la ministre Danielle McCann d'accorder un financement supplémentaire à la Coopérative de solidarité SABSA	41
Canada NewsWire (français)	11 juillet 2019 Coopérative de solidarité SABSA - La ministre Danielle McCann annonce une subvention supplémentaire totalisant 420 000 \$ sur trois ans	43
Le Soleil (Québec, QC) (site web)	11 juillet 2019 Québec donnera 420 000 \$ sur trois ans à SABSA	45
ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web)	11 juillet 2019 Québec octroie 420 000 \$ sur 3 ans à SABSA	47
Le Journal de Québec (réf. site web)	11 juillet 2019 Subvention de 420 000 \$: la clinique SABSA financée pour les trois prochaines années	48
RCI - Radio Canada International (site web)	3 juin 2019 Mobilisation citoyenne dans la région de Québec pour éradiquer l'hépatite C dans un groupe vulnérable	49
Le Soleil (Québec, QC) (site web)	31 mai 2019 Vers une éradication de l'hépatite C à Québec grâce à SABSA?	51
Le Journal de Québec	31 mai 2019 LA CLINIQUE SABSA VEUT «ÉRADIQUER» L'HÉPATITE C	53
Canada NewsWire (français)	28 mai 2019 Onze initiatives canadiennes reçoivent une subvention pour les aider à éliminer l'infection chronique par le virus de l'hépatite C dans les populations exposées à un risque élevé	55
Le Soleil (Québec, QC)	2 mai 2019 Québec financera la clinique SABSA	59
Le Devoir	2 mai 2019 L'autonomie des infirmières praticiennes bientôt reconnue	61
Le Soleil (Québec, QC)	2 mai 2019 Une ouverture sans précédent	63
Québec Hebdo (site web)	1 mai 2019 Avancée locale pour éradiquer l'hépatite C	66
Le Journal de Québec	13 mars 2019 AGNÈS MALTAIS À LA TÊTE DE LA FONDATION SABSA	68
Le Soleil (Québec, QC) (site web)	12 mars 2019 Agnès Maltais à la tête de la Fondation SABSA	70
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	12 mars 2019 Agnès Maltais à la tête d'une fondation pour la clinique SABSA	72
Le Journal de Montréal (réf. site web)	12 mars 2019 Clinique SABSA : Agnès Maltais nommée présidente de la fondation	74
Le Soleil (Québec, QC) (site web)	23 février 2019 Elles ne demandent pas la L.U.N.E	75
Le Journal de Québec	20 février 2019 HOMMAGE À L'EX-PRÉSIDENTE	77
Le Soleil (Québec, QC) (site web)	11 février 2019 SABSA, un phare pour les patients atteints du VIH	79

Le Soleil (Québec, QC)	11 février 2019 La clé de la remontée	82
Le Soleil (Québec, QC)	11 février 2019 Du financement public sous la CAQ?	84

leQuotidien

Nom de la source

Le Quotidien (Saguenay, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Saguenay, Québec, Canada

Mardi 31 décembre 2019 • 04h00 HE

Le Quotidien (Saguenay, QC) (site web) • 3123 mots

Aussi paru dans

- 30 décembre 2019 - Le Soleil (Québec, QC) (tablette)
- 31 décembre 2019 - Le Soleil (Québec, QC) (site web)
- Le Soleil (Québec, QC)
- Le Droit (Ottawa, ON) (site web)
- Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (site web)
- La Tribune (Sherbrooke, QC) (site web)
- La Voix de l'Est (Granby, QC) (site web)

Le meilleur et le pire de 2019

François Bourque

Le Soleil

CHRONIQUE / Difficile de mettre une date sur l'événement de l'année 2019 à Québec car cet événement est arrivé tous les jours, de janvier à décembre, comme une fatalité: la pénurie de main-d'œuvre.

Québec - Il y a des années que la communauté d'affaires de Québec voyait s'amplifier le problème, et lançait des avertissements, mais en cette année 2019, les citoyens en ont vraiment pris conscience:

Fermetures de restaurants, réduction des heures d'ouverture, abandon des déjeuners ou lunchs de nuit, baisse de qualité du service, épuisement des propriétaires, etc.

La Ville de Québec n'est pas en reste, elle qui peine déjà à recruter dans plusieurs corps d'emploi et qui devra combler le départ de 20% de ses employés d'ici cinq ans.

Le plan d'action annoncé par la Ville prévoit un recours accru à des travailleurs immigrants. Encore faut-il réussir à les attirer et à les retenir. Québec y arrive mieux qu'avant, mais il reste du chemin à faire.

L'année 2019 a aussi été marquée par

Photothèque Le Soleil

Le Diamant

le retrait du maire Labeaume de la vie publique pendant plusieurs mois pour soigner un cancer et par l'intensification du débat sur le projet de tramway. L'un et l'autre ne sont pas complètement étrangers, croit le maire.

Celui-ci dit avoir constaté les ratés de communication en son absence, faisant mentir le dicton voulant que ce sont les absents qui ont tort.

C'est cependant un peu court d'attribuer tous les problèmes de «mise en marché» du tramway à l'absence du maire. Un problème d'attitude était bien antérieur à son absence.

On a vu quelques signes encourageants en fin d'année. Une plus grande ouverture aux questions et critiques de citoyens. Souhaitons-nous que ça dure.

Le controversé projet de Phare de 65

© 2019 Le Quotidien (Saguenay, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191231-QTW-0021f021cf4549da860176b40d102af0

étages à l'entrée de la ville a été mis sur la glace plus tôt cette année. Les difficultés de financement commencent à faire douter que le projet voie le jour. On ne s'en plaindrait pas. Les efforts du promoteur pour améliorer son projet n'ont pas suffi à apaiser les craintes sur l'impact négatif du projet dans la vie de la ville.

Le gouvernement de la CAQ a continué à pousser le projet de troisième lien à l'est, malgré l'étude Origine-Destination (OD) du MTQ qui montre que les trois quarts des traversées du fleuve se font dans l'ouest.

On a appris cette année qu'il s'agira d'un tunnel, mais on n'en connaît pas encore les coûts. Ce sera peut-être la porte de sortie qu'attendrait la CAQ pour reculer, mais ne nous réjouissons pas trop vite. Peu importe la suite, l'estimation des coûts du tunnel sera un des faits saillants de l'année qui commence.

Ce bilan du meilleur et du pire de 2019 retient comme à l'habitude les événements ou les personnes qui ont un lien fort avec la région de Québec.

La meilleure nouvelle de cette fin d'année est qu'après la tempête de l'automne, *Le Soleil* va encore briller en 2020. Parfois un peu plus, parfois un peu moins, selon l'actualité et nos tracas du jour, mais nous y serons et espérons que vous y serez aussi.

Souhaitons-nous une bonne année 2020 et longue vie à la nouvelle coopérative du *Soleil*.

1. L'ÉVÉNEMENT DE L'ANNÉE

› Alexandre Bissonnette (tuerie à la

mosquée) condamné à 40 ans sans libération

› Labeaume s'absente pour soigner un cancer de la prostate

› Le troisième lien sera un tunnel à l'est, annonce le gouvernement

› **La pénurie de main-d'œuvre s'amplifie**

› GCM en faillite, ses journaux, dont *Le Soleil*, se transforment en coopératives

› Les gouvernements confirment l'aide financière au tramway de Québec

› Le projet du Phare est mis sur la glace

2. LA CONTROVERSE DE L'ANNÉE

› Vêtements, «déguisements», déclarations et vidéos de la députée Catherine Dorion

› **Tramway ou métro? Ou ni l'un ni l'autre**

› Hurons-Wendats et Ville de Québec veulent les terrains de la Défense à Sainte-Foy

› Reporter ou pas l'Halloween à cause de la pluie et du vent?

› Le dézonage des terres agricoles à Québec

› La direction de l'aéroport en brouille avec la communauté d'affaires de Québec

› Poursuite contre le Port pour la «pousière rouge»

3. LE PROJET DE L'ANNÉE

› Contrat de 775 millions \$ avec Hutchison pour un terminal de conteneurs au port

› 750 millions \$ à venir pour le quartier résidentiel Mosaïque de Lebourgneuf

› Umamo lance un projet immobilier de 900 millions \$ sur 10 ans à Lévis

› Développement du littoral est, près du port de Québec

› Bientôt le plus grand potager sur toit au monde au parc industriel Chauveau

› **Transformation extrême à venir pour le centre commercial Fleur-de-Lys**

› Le projet Cocité (315 millions \$) changera le paysage à la tête des ponts à Lévis

› 82 terrains de Lac-Saint-Charles deviennent une réserve naturelle

› Québec récupère l'édifice du 400e au bassin Louise à des fins touristiques

4. ÉCHAPPÉ BELLE

› Le Clarendon lourdement endommagé par un incendie

› **Le Plan «B» qui aurait amputé 800 millions \$ au projet de tramway est mis de côté**

› Abandon du projet de passerelle à vélo aérienne au Vieux-Port

› Annulation d'un concert néonazi au Centre Durocher

› La maison Jobin-Bédard de Charles-

bourg sauvée par la ministre de la Culture

› L'enquête de la CNESST sur Gilles Lehouillier abandonnée pour cause de prescription

5. COUPURE DE RUBAN DE L'ANNÉE

› Le parc d'amusement des Galeries de la Capitale

› **Le nouveau marché public à ExpoCité**

› La salle de spectacle Le Diamant de Robert Lepage

› Le pavillon d'accueil de l'Assemblée nationale

› Le Clap à Place Ste-Foy

› Le «nouveau» Capitole

› Le «cube» blanc de Jean-Pierre Raynaud «inauguré» au parc de l'Amérique-Française

6. LE FRISSON DU SPORT

› Victoire de Lexson Mathieu à son premier combat chez les pros

› La skieuse Laurie Blouin gagne la médaille d'or aux X Games

› Félix Auger-Aliassime bat son premier top 10 (Tsitsipas à Indian Wells)

› **Alex Harvey deuxième sur les Plaines; premier pour les émotions**

› Le R et O rugby gagne le premier Championnat canadien de son histoire

› Les Raptors de Toronto tiennent leur camp d'entraînement à l'Université Laval

7. LA DÉCEPTION DE L'ANNÉE

› Le spectacle d'Imagine Dragons annulé au Festival d'été

› Le club Rouge et Or football perd «sa» Coupe Dunsmore

› **Le gouvernement maintient le projet de troisième lien malgré les résultats de l'enquête Origine-Destination qui en démontre l'inutilité pour lutter contre la congestion routière**

› Le gouvernement de la Coalition Avenir Québec veut toujours déménager le salon de jeu de Loto-Québec dont personne ne se plaint

8. L'AFFAIRE JUDICIAIRE DE L'ANNÉE

› **Recours collectif contre le Port et Arrimage Québec pour les émissions de poussières**

› Québec gagne une première manche contre les propriétaires illégaux de Airbnb

› Procès d'un ex-avocat accusé d'avoir importé une poupée-enfant érotique

› Ildebert Huard, fondateur de la Villa Ignatia, accusé d'agressions sexuelles

› L'ex-procureur de la Couronne Jean-Roch Parent condamné à six mois de prison

› Yves «Colosse» Plamondon réclame 10 millions \$ pour 28 ans d'emprison-

nement «à tort»

› Quatre ex-conseillers de Saint-Augustin abandonnent leur poursuite contre la Ville

9. LA RECRUE DE L'ANNÉE

› Kénan Nathan Mercy Koffi, le «bébé du 3 juillet» 2019 reçu à l'hôtel de ville

› Fabiola Forteza, du club de rugby R et O, nommée athlète par excellence au Canada

› Le duo radio Jean-François Blanchet-Paul-Raphael Charron au midi du FM93

› **L'artiste Vincent Roberge (Les Louanges) remporte trois Félix**

› Le voltigeur des Capitales de Québec David Salgueiro élu recrue de l'année dans la Ligue Can-Am

10. AU TABLEAU D'HONNEUR

› Lévis encore première pour «L'indice de vitalité économique» des grandes villes

› **Gilles Kègle reçoit la Médaille d'honneur de l'Assemblée nationale**

› Le Dr Jean-Pierre Julien (Université Laval) fait une percée dans la recherche sur la SLA

› Vingt ans de succès pour l'Hôtel de Glace

› L'œuvre du cinéaste Louis Bélanger au Festival de cinéma de la ville de Québec

› Six chercheurs de l'UL parmi les plus

cités au monde selon Clarivate : France Légaré (santé), Vincenzo Di Marzo (stress et faim), Jean-Pierre Després (obésité, diabète), Philippe Pibarot et Josep Rodes-Cabau (maladies cardiaques), Sylvain Moineau (édition génétique)

› Doctorat honoris causa de l'Université Laval pour le géographe Henri Dorion

› Le général Jocelyn Paul, de Wendake, reçoit la Médaille des Premiers Peuples de l'Assemblée nationale

11. AU TABLEAU DU DÉSHONNEUR

› Sébastien Proulx quitte son poste de député six mois après avoir été élu

› Le procureur-chef du DPCP à Québec, Sabin Ouellet, démis wde ses fonctions

› **Le maire Émile Loranger plaide coupable pour manquements à l'éthique, mais reste en poste**

› L'ex-pdg Philippe Sauvageau chassé du Salon du livre pour des dépenses non justifiées

› L'attitude de certains membres de l'administration Labeaume devant les critiques

› Des gens d'affaires de Québec seraient à l'origine des vols de données chez Desjardins

12. ON SE SOUVIENT

› 4000 bancs du vieux Colisée mis en vente

› Le dernier patro des religieux de Saint-

Vincent-de-Paul (Charlesbourg) cédé à des laïcs

› Québec dévoile le projet de mémorial des victimes de la Mosquée

› Des bronzes grandeur nature pour les pee-wee Manon Rhéaume et Sylvain Côté

› Les Stastny «touchent la cible» à la place Jean-Béliveau

› Réal Cloutier et Guy Lafleur auront aussi leur statue

13. IL ÉTAIT TEMPS

› La Ville de Québec autorise les potagers en façade des maisons

› Le gouvernement financera la clinique médicale pour marginaux **SABSA**

› **Le fédéral pense reprendre le pont de Québec pour l'entretenir et le peindre**

› La Ville expropriera le propriétaire de l'ex-patro de la côte d'Abraham

› La Ville expropriera le propriétaire de la maison Pollack sur Grande Allée

› Mise en chantier sur le site de l'ancienne boucherie Bégin, rue Saint-Jean

› Le dg Gaétan Gagné quitte la direction de l'aéroport

› Le chantier Davie inclus dans la Stratégie navale canadienne

› La Ville «ouverte» à ajuster le projet de tramway pour tenir compte des remarques de citoyens

› Feu vert à la fusion des territoires de

taxi à Québec

14. SORTIS DU PAYSAGE

› Le village Nordik au bassin Louise

› La patinoire à la place Jean-Béliveau

› Le crucifix de l'Assemblée nationale (replacé dans une vitrine)

› Le projet de passerelle vélo dans le port de Québec

› **Ambitieux projet urbain du Port de Québec au bassin Louise**

› Le projet de bornes de paiement au Centre Vidéotron

15. LE CAFOUILLAGE DE L'ANNÉE

› Coûts et localisation de la future centrale de police de Québec

› **Financement des travaux à venir sur le boulevard Hochelaga (la Ville va payer)**

› Premier défilé de la nouvelle mouture du Carnaval

› Tarification au parc de la Chute-Montmorency (oui, non, oui...)

› Obtention du permis du ministère de l'Environnement pour la centrale de police dans Saint-Roch

16. L'ÉVÉNEMENT POLITIQUE DE L'ANNÉE

› Enquête interne, démissions massives et crise de leadership à Québec 21

› **Joëlle Boutin met fin à 50 ans de règne libéral dans Jean-Talon**

› Jean-Yves Duclos nommé président du Conseil du Trésor à Ottawa

› Le Bloc élit deux députés dans la région de Québec

› Richard Côté, ex-conseiller d'Équipe Labeaume, passe à Québec 21

› Joël Lightbound choisi par ses pairs président du caucus libéral au Québec

17. LE «RETOUR» DE L'ANNÉE

› Stéphane Dupont au FM93 après une fin abrupte au 98,9

› Sylvain Bouchard dans l'après-midi du FM93, après avoir quitté le matin

› Battue à l'automne 2018, Véronique Tremblay devient dg du Parti libéral du Québec

› Déneigement des rues de Val-Bélair par des cols bleus

› **Un festival de jazz à Québec**

18. LA DÉMOLITION DE L'ANNÉE

› L'Aréna de Sillery

› Le couvent des Sœurs Augustines à Sillery

› **L'église Saint-Cœur-de-Marie sur Grande Allée**

› Le Manoir Charest dans Saint-Roch

› La Maison Pasquier, près de la rivière Saint-Charles

› Tout l'îlot Lapointe à Sainte-Foy

› Le marché du Vieux-Port

› L'église Saint-François d'Assise de Limoilou

19. LE RAPPORT DE L'ANNÉE

› L'étude Systra montre qu'un tramway convient mieux à Québec qu'un métro

› Le tramway «passe le test» du bruit, dans l'étude Systra

› Un rapport de la Chambre de commerce blâme la gestion de l'aéroport

› **Le trois quarts du trafic interrives se passe à l'ouest, selon l'étude Origine-Destination 2017 du MTQ**

› AECOM estime que le tramway apportera «des bénéfices importants et permanents... à l'exception de deux impacts visuels»

20. LA FERMETURE DE RESTO DE L'ANNÉE

› Le Toast et Le SSS

› Le Maurice rouvre et referme

› **Ashton Grande Allée**

› Le Veau d'Or

› Tous les PFK de Québec

› Le Mikes rue Saint-Jean, le Saint-Germain Plaza Laval, etc.

21. LES DISPARUS DE L'ANNÉE

› Jean-Paul Morency, ex-bras droit de Jean Pelletier

› Charles Deblois, ex-journaliste député

› Helder Duarte, soccer

› Ginette Guay, comédienne

› **Fernand Labrie, chercheur**

› Jean Pagé, journaliste de sport

› Joe Fafard, sculpteur (chevaux du Vieux-Port)

› Simone Voisine, Sœurs de la Charité

› Gabriel Gilbert, ex-proprétaire du Soleil (1967-1974)

› Marc Boucher, veuf de l'ex-mairesse et ex-président de l'Ordre des dentistes

22. LE CHIFFRE DE L'ANNÉE

› 559 millions \$: nouvelle estimation pour peindre le pont de Québec

› **500 millions \$ de contrats pour la Davie**

› Plus de 25 000 signatures contre le projet de tramway

› 20 % des postes (1000 emplois) à pourvoir à la Ville de Québec d'ici cinq ans

› 13 % à 15 %, hausse de taxes à Lac-Beauport en 2020

› 350 visites au garage en huit mois pour les 40 Midibus du RTC

› 2050 : année où Québec pense avoir récupéré (taxes) ses 300 millions \$ du tramway

> 165 millions \$: montant de la transaction des frères Trudel, qui achètent sept centres commerciaux à Québec

23. LA DÉCLARATION DE L'ANNÉE (du maire Labeaume)

«Je suis hanté par l'image du jeune qui sort du centre avec son sac vert sur le dos.» — Lors de l'annonce d'un projet de résidence pour jeunes adultes en difficulté

«La bête est comme ça. Si on a les bons coups, c'est parce que je suis comme ça. J'ai un style, je tente de changer, ce n'est pas évident.» — Sur son attitude arrogante en entrevue avec Pénélope McQuade

«Les policiers sont rendus au bout du rouleau.» — Sur l'itinérance et les problèmes de santé mentale

«Ces gens-là ne se souviennent pas que [l'aéroport] est un bien public et ça, c'est grave.» — Sur la direction de l'Aéroport de Québec

«Un projet de cette envergure-là, il y a toujours des ajustements. Alors, dormez en paix, ça va bien aller.» — Sur le retard du projet Le Phare et du pôle d'échange ouest du tramway

«On n'aime pas ça faire ça. Mais, en même temps, on avait déjà investi.» — Sur l'aide supplémentaire de 500 000 \$ au théâtre Le Diamant

«On n'a pas été bons en communication cet été, c'est évident. On n'a pas été bons dans les assemblées publiques. Je ne veux blâmer personne. Je pense qu'on a repris le dessus.» — Sur le projet de tramway

«C'est l'organisation aéroportuaire la plus opaque au pays.» — Sur la direction de l'Aéroport

«C'est plus vilain que je voulais.» — Sur son cancer de la prostate, le 18 mars 2019

«Je suis guéri.» — Le 27 mai 2019

24. LA DÉCLARATION DE L'ANNÉE (les autres)

«On savait que le projet de tramway avait été fait sur un coin de table. On a trouvé la napkin.» — Jean-François Gosselin, sur une étude prônant les avantages du tramway

«Arrêtez de gossier sur des petites affaires.» — Rémy Normand, sur un écart de coûts de 250 millions \$ dénoncé par l'opposition dans le projet de tramway

«Aujourd'hui, l'administration Labeaume a officiellement déclaré la guerre à l'automobile.» — Jean-François Gosselin, sur les contraintes liées à l'implantation du tramway

«Si les Nordiques n'étaient pas partis en 1995, le Oui aurait gagné le référendum.» — Me Guy Bertrand, au lancement du deuxième tome de son essai biographique

«Ç'a été pourri du début à la fin.» — Le conseiller Jean Rousseau, sur les tergiversations du projet de centrale de police

«J'aimais prendre un verre dans ma cour et dormir les fenêtres ouvertes. Je ne pourrai plus.» — Un citoyen du boulevard Pie-XII, inquiet du tramway

«Nous, on fait notre travail sur le terrain.

Et je vous dis que, sur le terrain, Mme Dorion n'est pas le monstre que vous tentez de me décrire.» — Manon Massé, sur Catherine Dorion

«J'ai changé, j'ai appris.» — Gertrude Bourdon, candidate libérale à l'élection partielle de Jean-Talon

«Nous serons de retour bientôt, c'est une promesse.» — Imagine Dragons sur Twitter, après l'annulation de son spectacle au Festival d'été

«J'étais déterminé à aller au fond des choses dans ce dossier, convaincu que les plaintes étaient non fondées, farfelues et alimentées par un sentiment de vengeance.» — Gilles Lehouillier, sur l'abandon des plaintes de harcèlement contre lui

«Plus j'avance et je grimpe au classement, plus je me rends compte que les choses importantes sont vraiment simples.» — Félix Auger-Aliassime, au lendemain du tournoi de Miami

«Le plus beau cadeau que tu peux avoir, ce sont tes enfants. Ton enfant qui réussit à finir sa carrière d'athlète international sur une aussi belle note, c'est sûr que c'est le plus beau cadeau. Il n'y a rien au monde qui peut remplacer ça.» — Pierre Harvey, père d'Alex

«C'est pas des interviews, c'est des casiers à homards. Vous rentrez là-dedans, et vous êtes complètement ficelé, vous ne pouvez pas ressortir [...] C'est profondément malhonnête.» — La professeure Dominique Payette en entrevue au Devoir, sur son essai Les brutes et la punaise sur les «radiopoubelles»

«C'était la décision à prendre. [...]

Depuis une semaine, je sentais qu'il n'était plus là [...] il était sonné.» — Le député Gérard Deltell, sur la démission de son chef Andrew Sheer

[e-de-2019-0021f021cf4549da860176b40d102af0](#)

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2019-12-31 à 00h42 HE.

«L'enjeu de la main-d'œuvre et de l'immigration est plus criant que jamais.» — La conseillère Émilie Villeneuve de la Ville de Québec, responsable des communautés culturelles

«C'était mes derniers déboires avec la justice et, pour moi, c'est la dernière affaire qui va se passer. Je veux que ma vie avance dans le positif.» — Donald Brashear, félicité par le juge pour ses efforts pour vaincre sa dépendance aux drogues

«On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs.» — Éric Caire, sur les dérangements pendant la construction du tramway

25. ASPIRANTS DE L'ANNÉE 2020

› Coûts des travaux d'un tunnel Lévis-Québec

› Ouverture du Centre de glace de Sainte-Foy

› Le fédéral va-t-il tenir sa promesse de reprendre le pont de Québec?

› Audiences publiques sur le tramway

› Démolition du vieux Colisée

› Gérard Deltell sera-t-il candidat à la direction du Parti conservateur?

Cet article est paru dans Le Quotidien (Saguenay, QC) (site web)

<https://www.lequotidien.com/chroniques/francois-bourque/le-meilleur-et-le-pir>

leSoleil**Nom de la source**

Le Soleil (Québec, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

p. 13



Samedi 30 novembre 2019

Le Soleil (Québec, QC) • no. Vol. 123 n° 282 • p. 13 • 139 mots

278 000 \$ pour SABSAs

Céline Frabriès

La Fondation SABSAs a recueilli 278 249 \$ au terme de sa toute première campagne de financement. L'objectif a été amplement dépassé alors que celui-ci était fixé initialement à 120 000 \$. La collecte de fonds s'est déroulée du 28 septembre au 27 novembre. GM Développement ainsi que la Fondation Chopin-Péladeau ont contribué chacun à cette collecte avec des dons de 50 000 \$. «L'équipe de la Coopérative SABSAs ainsi que les membres du conseil d'administration de la Fondation sont emballés par la mobilisation de notre collectivité envers notre cause», a souligné Agnès Maltais, présidente du conseil d'administration de la Fondation, dans un communiqué. Selon Isabelle Têtu, cofondatrice de la coopérative et infirmière praticienne spécialisée en première ligne, le montant amassé permettra à SABSAs de préserver son caractère propre de proximité et d'assurer la pérennité de la clinique.

© 2019 Le Soleil (Québec, QC). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certifié émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191130-LS-rc0016

leSoleil

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Vendredi 29 novembre 2019 • 19h00 HE

Le Soleil (Québec, QC) (tablette) • 184 mots

Aussi paru dans

29 novembre 2019 - Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Près de 300 000 \$ pour SABSA

Céline Fabriès

Le Soleil

La Fondation SABSA a recueilli 278 249 \$ au terme de sa toute première campagne de financement. L'objectif a été amplement dépassé alors que celui-ci était fixé initialement 120 000\$.

La collecte de fonds s'est déroulée du 28 septembre au 27 novembre. GM Développement ainsi que la Fondation Chopin-Péladeau ont contribué chacun à cette collecte de fonds avec des dons de 50 000 \$.

« L'équipe de la Coopérative SABSA ainsi que les membres du conseil d'administration de la Fondation sont emballés par la mobilisation de notre collectivité envers notre cause. Nous sommes reconnaissants de l'appui démontré par les donateurs », a souligné Agnès Maltais, présidente du conseil d'administration de la Fondation, dans un communiqué.

Selon Isabelle Têtu, cofondatrice de la coopérative et infirmière praticienne spécialisée en première ligne, le montant amassé permettra à SABSA de préserver son caractère propre de proximité et d'assurer la pérennité de la clinique.

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2019-11-29 à 10h54 HE.

Photothèque Le Soleil

La Fondation SABSA a recueilli 278 249 \$ au terme de sa toute première campagne de financement.

© 2019 Le Soleil (Québec, QC) (tablette). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191129-TLS-4bb657b8739cdd6afc593b108fcd0236



Nom de la source	Le Journal de Québec
Type de source	Presse • Journaux
Périodicité	Quotidien
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Québec, Québec, Canada

Vendredi 29 novembre 2019

Le Journal de Québec • p. 20 • 198 mots

FINANCEMENT : LA PREMIÈRE CAMPAGNE DE LA FONDATION SABSA FAIT MOUCHE

JÉRÉMY BERNIER

La toute première campagne de financement de la Fondation SABSA a décidément mobilisé sa communauté.

Ce sont 278 249 \$ qui ont été amassés au profit de la coopérative de solidarité du même nom, soit plus du double de l'objectif.

GM développement et la Fondation Chopin-Péladeau ont d'ailleurs tous deux offert 50 000 \$ en dons pour le maintien et le bon fonctionnement de l'organisme.

Du 28 septembre au 27 novembre dernier, la fondation récoltait des dons dans le but de préserver le caractère de proximité de sa clinique visant une clientèle vulnérable, tout en assurant sa pérennité.

UN OBJECTIF LARGEMENT DÉPASSÉ

Un événement-bénéfice des Violons du Roy au Palais Montcalm marquait notamment la fin de ladite campagne, hier soir.

Initialement, la fondation visait 120 000 \$ en dons. Il va sans dire qu'avec plus du double de l'objectif récolté, les membres de SABSA sont très heureux de l'aide apportée par la population.

«L'équipe de la Coopérative SABSA ainsi que les membres du conseil d'administration de la fondation [sont] emballés par la mobilisation de notre collectivité envers notre cause », a lancé la présidente du conseil d'administration de la fondation, Agnès Maltais.

© 2019 MediaQMI. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
 news-20191129-OR-d3f5e260-1272-11ea-bbcd-47a24eb271e1



Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec

29 novembre 2019

Nom de la source

Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec

Type de source

Presse • Presse Web référencée

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Campagne de la Fondation **SABSA**: la première édition fait mouche avec près de 280 000\$ amassé en deux mois

Campagne de la Fondation **SABSA**: la première édition fait mouche avec près de 280 000\$ amassé en deux mois Autres Photo d'archives, Jean-François Desgagnés Jérémie Bernier ...

Lire la suite

<https://www.journaldequebec.com/2019/11/28/campagne-de-la-fondation-sabsa-la-premiere-edition-fait-mouche-avec-pres-de-280-000-amasse-en-deux-mois>

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

web-20191129-ORW-1120249_4694729948_10930206

LEDEVOIR

Nom de la source

Le Devoir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

p. a3



Mercredi 13 novembre 2019

Le Devoir • p. A3 • 647 mots

Aussi paru dans

13 novembre 2019 - [MSN \(Canada\) \(français\) \(site web réf.\)](#)

[Le Devoir \(site web\)](#)

Santé

La FIS déçue du projet de loi sur les "super-infirmières"

Les infirmières praticiennes spécialisées ne bénéficieront que d'une autonomie restreinte, déplore la Fédération interprofessionnelle de la santé

Isabelle Porter

Le projet de loi sur les infirmières praticiennes spécialisées (IPS) impose encore trop de contrôles de la part des médecins, déplorent les syndicats d'infirmières.

Le projet de loi 43 est un " rendez-vous manqué ", a dit la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIS), Nancy Bédard, en commission parlementaire mardi après-midi. Les médecins " veulent garder certaines parties sur leur territoire ", " diriger et contrôler certains éléments ", a-t-elle déploré.

La FIS est particulièrement irritée par l'article 2 du projet de loi qui obligerait l'Ordre des infirmières à consulter le Collège des médecins lorsque viendra le temps de préciser le projet de loi et les spécialités des IPS dans son règlement interne.

Les infirmières trouvent aussi que l'éventail des diagnostics qu'elles peuvent faire est trop restreint dans le projet de loi. On y stipule que les IPS peuvent diagnostiquer les maladies " courantes " si six conditions sont respectées, dont

" l'absence de détérioration significative de l'état général de la personne ".

Or les IPS veulent qu'on retire ces critères et qu'on leur donne simplement la possibilité de diagnostiquer des " maladies ", comme leurs consoeurs dans le reste du Canada.

Lors des échanges, la ministre de la Santé, Danielle McCann, a elle-même fait remarquer que la catégorie des " maladies courantes " était " floue ". " J'ai moi-même demandé au ministère c'est quoi, une maladie courante ", a-t-elle fait remarquer candidement lors du passage du Collège des médecins.

Or le Collège et la Fédération des médecins omnipraticiens (FMOQ) semblent y tenir. La FMOQ craint qu'on " banalise " la complexité des diagnostics. " Il y a une limite à ce qu'elles peuvent diagnostiquer ", a fait valoir son vice-président, Sylvain Dion. Une IPS peut sans problème diagnostiquer du diabète ou une maladie pulmonaire, a-t-il ajouté, mais peut-être pas une maladie angineuse.

Pas d'effets " magiques "

© 2019 Le Devoir. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191113-LE-2019-11-13_566864

En donnant plus de pouvoirs aux infirmières praticiennes spécialisées (IPS), la ministre de la Santé espère améliorer l'accès aux services de santé dans le réseau.

Or la FMOQ l'a prévenue qu'il n'y aura pas " d'effets quasi magiques ".

" Certes, ça ne nuira pas, mais la vraie solution, c'est la correction des pénuries d'effectifs qui existe actuellement ", a dit le président, Louis Godin.

La formation universitaire d'une IPS est de sept ans. À l'heure actuelle, le réseau compte 465 IPS et le gouvernement s'est donné pour cible d'en avoir 2000 en 2024.

Or même la FIQ doute que cela soit possible. " Ça va être difficile d'atteindre les cibles juste avec les éléments qu'on a actuellement ", a reconnu Nancy Bédard.

Cliniques d'infirmières

La ministre de la Santé, Danielle McCann, a par ailleurs manifesté peu d'ouverture à la création de cliniques d'infirmières au Québec, à l'image de celles qui existent en Ontario et en Colombie-Britannique.

C'est ce qui s'est dégagé d'un échange avec le Conseil de protection des malades (CPM) mardi matin. " Il y a des provinces qui l'ont fait avant nous autres ", a dit le président du CPM, Claude G. Brunet. " Il faut qu'elles [les IPS] puissent ouvrir des cliniques d'infirmières ", a-t-il ajouté. L'existence de la clinique **SABSA**, à Québec, prouve que c'est possible, a-t-il fait valoir.

Dans sa réponse, la ministre McCann a plutôt laissé entendre qu'il fallait miser

sur la collaboration entre médecins et infirmières. Elle a ajouté qu'elle préférerait l'embauche de plus d'IPS en CLSC et en GMF à la création de cliniques d'infirmières. " On a du potentiel interdisciplinaire dans les GMF et même à l'extérieur, en CLSC ", a-t-elle dit. La ministre a aussi souligné que **SABSA** était " un cas unique ".

Entre autres ajouts, l'Association des IPS (AIPSQ) a également demandé à ce que ses membres puissent fournir l'aide médicale à mourir, ce qui n'est pas prévu actuellement. Selon les données fournies par l'Association, ailleurs au Canada l'aide à mourir est prodiguée par une infirmière dans 2 à 8 % des cas.

LEDEVOIR

Nom de la source

Le Devoir (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Mardi 12 novembre 2019

Le Devoir (site web) • 282 mots

La création de cliniques d'infirmières n'emballa pas la ministre McCann

Isabelle Porter

La ministre de la Santé, Danielle McCann, manifeste peu d'ouverture à la création de cliniques d'infirmières au Québec, à l'image de celles qui existent en Ontario et en Colombie-Britannique.

C'est ce qui s'est dégagé d'un échange mardi matin à la commission parlementaire sur le projet de loi 43, qui doit donner plus de pouvoirs aux infirmières praticiennes spécialisées (IPS).

Dans sa présentation, le Conseil de protection des malades (CPM) a demandé à la ministre de permettre l'ouverture de telles cliniques au Québec, une idée à laquelle s'opposent farouchement les médecins.

« Il y a des provinces qui l'ont fait avant nous autres », a dit le président du CPM, Claude G. Brunet. « Il faut qu'elles [les IPS] puissent ouvrir des cliniques d'infirmières », a-t-il insisté.

Le CPM voit dans ces cliniques une option supplémentaire pour les patients et une façon de réduire le temps d'attente aux urgences. L'existence de la clinique **SABSA**, à Québec, prouve que c'est possible, a fait valoir M. Brunet.

Dans sa réponse, la ministre McCann a plutôt laissé entendre qu'il fallait miser sur la collaboration entre médecins et in-

firmières. Elle a ajouté qu'elle préférerait l'embauche de plus d'IPS en CLSC et en GMF à la création de cliniques d'infirmières. « On a du potentiel interdisciplinaire dans les GMF et même à l'extérieur, en CLSC », a-t-elle dit. La ministre a aussi souligné que **SABSA** était « un cas unique ».

La Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), qui doit se faire entendre plus tard mardi, s'est toujours opposée à la création de telles cliniques. C'est d'ailleurs l'un des motifs qui l'ont amenée à s'opposer à l'attribution de nouvelles responsabilités aux IPS par le passé.

Cet article est paru dans Le Devoir (site web)

<https://www.ledevoir.com/politique/quebec/566828/infirmieres-legault>

© 2019 Le Devoir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20191112-LEW-048



Le Journal de Montréal
(site web réf.) - Le Journal
de Montréal

Nom de la source

Le Journal de Montréal (site web réf.) - Le
Journal de Montréal

Type de source

Presse • Presse Web référencée

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

8 novembre 2019

Aussi paru dans 5 novembre 2019 - Le Journal de Québec (site web réf.)
24 heures Montréal (site web réf.)
8 novembre 2019 - 24 heures Montréal (site web réf.)

Déguisement de Catherine Dorion: «Qu'elle arrête de faire un show et qu'elle s'occupe de son comté», dit Gaudreault

Déguisement de Catherine Dorion: Qu'elle arrête de faire un show et qu'elle s'occupe de son comté, dit Gaudreault Autres Vincent Larin Mardi, 5 novembre 2019 12:04 ...

Lire la suite

<https://www.journaldemontreal.com/2019/11/05/deguisement-de-catherine-dorion-quelle-arrete-de-faire-un-show-et-quelle-soccupe-de-son-comte-dit-gaudreault>

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

web-20191108-OPW-1066869_4654885064_10189565

LE JOURNAL DE QUÉBEC

Nom de la source

Le Journal de Québec

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Jeudi 7 novembre 2019

Le Journal de Québec • p. 13 • 362 mots

CATHERINE DORION RÉPOND À LA CRITIQUE DE SYLVAIN GAUDREULT

VINCENT LARIN

La députée solidaire Catherine Dorion a répondu hier au «sérieux doute» soulevé par le péquiste Sylvain Gaudreault à propos du travail qu'elle effectue dans son comté. «Tu t'attaques à ce que je considère comme le plus précieux et le plus important dans mon travail », a-t-elle répliqué dans un message exhaustif publié sur Facebook.

«**T**on commentaire me passe de travers solide », a ajouté la députée de Québec solidaire [QS] avant d'y aller d'une longue énumération, à l'image d'un menu de restaurant, des activités auxquelles elle a pris part depuis son élection.

En entrée : «Avenir de l'église Saint-Jean-Baptiste, avenir de l'église Saint-Sacrement, survie du programme régulier à l'école Cardinal-Roy, avenir de l'école des Berges [par rapport] à la baisse de la cote de défavorisation et les programmes particuliers, financement des ITMAV (travailleurs de milieu auprès des aînés), 3e lien, patrimoine à l'île d'Orléans, financement du réseau de transport structurant de Québec », a-t-elle mentionné, entre autres, dans une liste «non exhaustive » des «dossiers politiques travaillés ».

D'autres longues énumérations des groupes rencontrés, des cas de citoyens traités et de différentes collaborations avec des groupes de son comté s'en suivent.

TRAVAIL ET HABILLEMENT

La veille, Sylvain Gaudreault s'était montré plutôt critique quant au travail de la députée solidaire dans sa circonscription de Taschereau, à Québec. «Elle a beau s'habiller comme elle veut, tout ce qu'on veut, c'est qu'elle fasse son travail dans le comté et, là-dessus, j'ai de sérieux doutes », avait-il indiqué en point de presse.

Il avait entre autres mentionné les dossiers du port de Québec et de la clinique **SABSA** où, selon lui, Catherine Dorion est aux abonnés absents.

«En passant, Sylvain, le dossier du port, c'est Sol [Zanetti] à QS qui s'en occupe (et pas à peu près, d'ailleurs). Tu ne m'as jamais vue à **SABSA**? Je les rencontre bientôt pour notre podcast et pour leurs dossiers, c'est dans notre agenda depuis un boutte », a expliqué hier Catherine Dorion dans sa publication.

Celle-ci a soulevé des vagues à l'Assemblée nationale en publiant une photo d'elle sur les réseaux sociaux où on la voit «déguisée» en députée alors qu'elle est plutôt connue pour ses looks décontractés.

© 2019 MediaQMI. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191107-OR-e4482910-012a-11ea-8e9b-27d009fa7f4c

leQuotidien

Nom de la source

Le Quotidien (Saguenay, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Saguenay, Québec, Canada

p. 23



Mercredi 6 novembre 2019

Le Quotidien (Saguenay, QC) • no. Vol. 47 n° 26 • p. 23 • 699 mots

Aussi paru dans

- 5 novembre 2019 - Le Soleil (Québec, QC) (site web)
- Le Droit (Ottawa, ON) (site web)
- Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (site web)
- Le Quotidien (Saguenay, QC) (site web)
- La Tribune (Sherbrooke, QC) (site web)
- Le Soleil (Québec, QC) (tablette)
- Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (tablette)
- Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)
- La Tribune (Sherbrooke, QC) (tablette)
- La Voix de l'Est (Granby, QC) (tablette)
- La Voix de l'Est (Granby, QC) (site web)
- Le Droit (Ottawa, ON) (tablette)
- 6 novembre 2019 - Le Soleil (Québec, QC)

Commissaire à l'éthique

Plainte des libéraux contre Dorion

Olivier Bossé

Le Parti libéral a déposé une plainte contre Catherine Dorion auprès de la commissaire à l'éthique. Pour sa photo d'Halloween prise dans le Salon rouge, jeudi dernier, les libéraux accusent la députée de Québec solidaire de « non-respect de l'institution » du parlement et de porter « atteinte à la dignité de la fonction de député ».

Dure journée au bureau pour Mme Dorion, mardi, à l'Assemblée nationale de Québec. Édifice situé dans la circonscription de Taschereau que Mme Dorion représente au parlement.

En matinée, le péquiste Sylvain Gaudreault a mis en doute la qualité de son travail de circonscription, secondé par son chef par intérim de parti, Pascal Bérubé.

Puis en fin de journée, les libéraux sont passés de la parole aux actes en déposant une plainte formelle auprès de

Photo tirée de Facebook

Cette photographie de Catherine Dorion prise au Salon rouge a fait beaucoup réagir. Elle est à l'origine d'une plainte déposée par le Parti libéral auprès de la commissaire à l'éthique.

la commissaire à l'éthique et à la déontologie de l'Assemblée nationale, Ariane Mignolet, concernant l'incident de la photo d'Halloween et une publication Facebook antérieure sur le même sujet.

« Les libéraux ont décidé de se mettre sur mon cas », a commencé une Mme Dorion visiblement ébranlée, lors d'un point de presse convoqué à 20 minutes d'avis en fin de journée.

« Ça fait longtemps que je me retiens de taper sur les libéraux, je me dis qu'ils sont l'opposition et que je ne me ferai pas d'ennemis pour rien. Mais vous êtes quand même le parti de l'austérité, le parti de la collusion, de la corruption, le parti qui a mis le Québec à genoux ! »

© 2019 Le Quotidien (Saguenay, QC). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20191106-QT-0030

« Qu'ils viennent parler d'éthique ? De décorum ? De respect des valeurs ? Après avoir fait ça pendant des années au Québec ? Je trouve ça vraiment culotté de venir me dire : "Catherine Dorion a un petit problème d'éthique parce qu'elle s'est assise sur un bureau au Salon rouge, pour prendre une photo". » Jeudi dernier, jour de l'Halloween, Mme Dorion s'était « déguisée en députée » à jupe courte le temps d'une photo sur un bureau de la salle du Conseil législatif. Cliché coiffé du titre « Joyeuse Halloween » relayé par les médias traditionnels et les réseaux sociaux, avant d'être retiré par la principale intéressée.

Trois semaines plus tôt, la députée de Taschereau lançait une invitation sur Facebook pour une assemblée publique sur le thème de la marginalité tenue le soir de l'Halloween, à son bureau de comté. L'invitation à l'événement « F*ck la norme » portait le logo de l'Assemblée nationale.

Le président de l'Assemblée nationale, François Paradis, a été saisi du problème vendredi par la whip en chef de l'opposition officielle, Nicole Ménard.

M. Paradis a indiqué mardi en avoir parlé avec les quatre partis et que « ça ne se reproduira plus ». Il a rappelé à tous l'interdiction de prendre des images dans les salles officielles du parlement sans autorisation.

Une règle que Mme Dorion aurait dû connaître, admet-elle, même si elle était loin d'être la seule élue à prendre des photos dans l'enceinte des Salons rouge et bleu. Elle assure qu'elle collaborera avec la commissaire dans son enquête.

Première attaque frontale envers la députée de Taschereau de la part d'un autre parti de l'opposition dans la

journée, M. Gaudreault remettait en question son travail dans sa circonscription.

« Elle a beau s'habiller comme elle veut, tout ce qu'on veut, c'est qu'elle fasse son travail dans le comté. Et là-dessus, j'ai de sérieux doutes », a lancé le représentant du PQ, lorsque questionné sur la photo et la gravité de la chose.

M. Gaudreault accuse Mme Dorion de ne pas s'impliquer dans certains dossiers, dont la clinique sans médecin **SABSA**. La députée péquiste de Taschereau de 1998 à 2018, Agnès Maltais, est présidente de la Fondation **SABSA**.

« Si quelqu'un vient me dire que je ne m'occupe pas de mes dossiers et que je ne travaille pas, ça ne passe pas ! » a répliqué Mme Dorion en milieu de journée au Soleil, accusant M. Gaudreault de lui-même faire « un spectacle ». Avant de lui servir une longue réponse sur Facebook, où elle réfute ses allégations et énumère la panoplie de projets qu'elle mène ou suit de près, dont **SABSA**.

obosse@lesoleil.com



Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Quebec

6 novembre 2019

Aussi paru dans

6 novembre 2019 -

Le Journal de Montréal (site web réf.)

24 heures Montréal (site web réf.)

Nom de la source

Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Quebec

Type de source

Presse • Presse Web référencée

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

«Déguisement» d'Halloween: Catherine Dorion ne digère pas les propos de Sylvain Gaudreault

Déguisement d'Halloween: Catherine Dorion ne digère pas les propos de Sylvain Gaudreault Autres Photo Agence QMI, Simon Clark TVA Nouvelles ...

Lire la suite

<https://www.journaldequebec.com/2019/11/06/deguisement-dhalloween-dorion-ne-digere-pas-les-propos-de-gaudreault>

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

web-20191106-ORW-1120249_4650983591_10930206



leSoleil

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Dimanche 13 octobre 2019 • 07h55 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 555 mots

Aussi paru dans

11 octobre 2019

- Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

Le Soleil hier, aujourd’hui et demain

Valérie Gaudreau

Rédactrice en chef

Ces derniers temps, on a beaucoup parlé de l’avenir du Soleil, qui continue à vous informer avec la passion et la vigueur qui le caractérise depuis 123 ans, malgré les cieux incertains.

Québec - Mais aujourd’hui, on vous convie à une incursion dans ce qui fait la force de votre quotidien: l’information. On vous invite dans les coulisses du travail des artisans du *Soleil* qui ont raconté, critiqué, souligné les bons et les mauvais coups dans tous les secteurs d’activité. Ces journalistes qui ont fait une différence par leurs reportages. Les essentiels travailleurs du pupitre qui se sont, plus souvent qu’autrement, «revirés sur un 10 cennes» lorsqu’une grosse nouvelle tombait en soirée. «On tue la une!» L’expression a un je-ne-sais-quoi de romantique. Mais elle est vraie.

Au fil des prochaines pages, vous aurez donc rendez-vous avec la petite et la grande histoire de Québec. Une vingtaine de journalistes, anciens comme actuels, ont généreusement plongé dans leurs souvenirs pour vous donner un accès privilégié à des histoires marquantes des dernières années.

Déjà, chers lecteurs, des cas vous viennent sans doute en tête. La mort de René Lévesque, l’incendie du Manège militaire, l’attentat contre Pauline Marois, la



spectaculaire chute de Clotaire Rapaille. Des reportages qui ont fait bouger les autorités politiques: des soins de santé plus accessibles, un couple de jeunes immigrants belges qui voient les choses débloquent pour leur permis de travail après la publication de leur histoire, le travail sans relâche du *Soleil* dans des dossiers de longue haleine comme le pont de Québec ou la clinique **SABSA**.

Des dossiers municipaux, où *Le Soleil* a toujours été présent. De récents reportages ont joué un grand rôle dans l’épineux dossier de la nouvelle centrale de police ou dans la réglementation pour l’emprisonnement des personnes itinérantes.

« Le plus beau métier du monde »

D’autres ont choisi de vous raconter les coulisses de l’interne. Quel bonheur de

© 2019 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d’auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20191013-LSW-2641903bb5238d2e7f62053a6b934a3f

lire Anne-Marie Voisard, exceptionnelle coordonnatrice des défunts stages d'été qui ont fait naître des vocations, dont la mienne. Ces premiers pas dans le métier qui ont forgé la relève et construit des plumes que vous lisez encore dans nos pages et dans d'autres médias de la capitale et du Québec.

Aujourd'hui, on célèbre les journalistes qui ont le privilège d'exercer «le plus beau métier du monde», comme l'écrit l'estimé collègue aujourd'hui retraité Jacques Samson.

Une mention toute spéciale aussi pour nos précieux photographes qui ont su immortaliser ces moments. Plusieurs de leurs photos accompagnent ces récits de reportages marquants. Car oui, on écrit beaucoup de mots dans votre Soleil. Mais comme le dit l'adage, «une image vaut mille mots». Ça aussi c'est vrai.

Merci à tous les services du Soleil d'avoir appuyé cette initiative lancée par le directeur de contenu aux projets spéciaux, Yvan Dumont, et son équipe. Merci à Gilles Ouellet pour le grand coup de pouce.

Merci aux journalistes parmi nous et aux anciens, qui restent toujours dans nos cœurs. Et surtout, merci à nos extraordinaires lecteurs, d'être toujours aussi fidèles. Ces belles histoires, elles ne seraient rien sans vous.

À LIRE AUSSI L'ensemble de notre dossier spécial «Métier journaliste»

Cet article est paru dans Le Soleil (Québec, QC) (site web)

<https://www.lesoleil.com/zone/metier-journaliste/le-soleil-hier-aujourd'hui-et-de-main-2641903bb5238d2e7f62053a6b934a3f>

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2019-10-13 à 07h48 HE.

leSoleil

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Vendredi 11 octobre 2019 • 20h00 HE

Le Soleil (Québec, QC) (tablette) • 608 mots

Aussi paru dans

11 octobre 2019 - Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Sur la première ligne pour SABSA

Élisabeth Fleury

Le Soleil

En 2015 et 2016, la coopérative sans médecin SABSA (pour Services à bas seuil d'accessibilité) était menacée de fermeture, faute de financement pour poursuivre sa mission auprès d'une clientèle vulnérable, souvent désaffiliée du réseau de la santé traditionnel. Le Soleil rédigea de nombreux reportages qui contribueront à alimenter la pression populaire, laquelle permettra finalement à la clinique du quartier Saint-Roch de recevoir 420 000\$ sur trois ans du gouvernement du Québec.

Au départ, la coopérative SABSA était soutenue par la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ), qui finançait son volet «clinique de proximité» dans le cadre d'un projet pilote. Lorsque ce financement a pris fin, des démarches ont été entreprises pour convaincre Québec d'assurer la survie de la coopérative sans médecin, sans succès.

L'ex-ministre de la Santé, Gaétan Barrette, plaidait que les services de SABSA devaient être donnés à l'intérieur du cadre physique et institutionnel d'un groupe de médecine familiale, question de ne pas multiplier les points de services. Une solution qui n'en était pas une puisque la clientèle de SABSA, composée en majorité de patients ayant une situation et un état de santé précaires (hépatite C, VIH, problèmes de santé mentale, toxicomanie, souvent pas de carte d'assurance-maladie...), ne fréquente pas les établissements de santé traditionnels, notamment parce qu'ils ne s'y sentent pas les bienvenus.

Le Soleil, Yan Doublet

L'infirmière de la clinique SABSA Marie-Christine Leclerc reçoit Brigitte en consultation.

Bref, Gaétan Barrette craignait la création d'un réseau «parallèle» de soins. Il justifiera par la suite son refus de financer SABSA par la présence d'un CLSC «à quatre minutes de marche, sur le plat», avant de décréter que les services de la coopérative coûtaient trop cher. Devant l'intransigeance du ministre, la coopérative n'aura d'autre choix que de se lancer dans une campagne de socio-financement en 2016.

Depuis 2015, *Le Soleil* a signé plusieurs articles sur SABSA, dans lesquels il a notamment fait état du travail accompli avec peu de moyens par l'équipe de la coopérative auprès d'une clientèle aux besoins immenses. Ses reportages, et ceux d'autres médias, ont contribué à la naissance d'un «front commun» pour la survie de SABSA.

À l'été 2016, l'ex-ministre de la Santé

© 2019 Le Soleil (Québec, QC) (tablette). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191011-TLS-596ce0934157c10adf45f9bb899ff611

finit par céder à la pression médiatique, populaire et politique: Québec paiera le salaire de l'infirmière praticienne spécialisée (IPS), Isabelle Têtu, et les fournitures médicales de la clinique. L'entente prévoit également le prêt d'un travailleur social par le CIUSSS de la Capitale-Nationale. Le reste, notamment les frais d'exploitation, doit être entièrement assumé par la coopérative, dont les besoins s'élèvent à environ 250 000\$ par année.

La clinique doit donc poursuivre ses campagnes de financement, qui grugent le temps et l'énergie de l'équipe.

Le Soleil continuera d'écrire sur **SABSA**, sur sa mission, sur les réalisations de son équipe. Pendant la campagne électorale, il s'enquerra de la position des principaux partis politiques quant à leur volonté de financer la coopérative.

En entrevue au *Soleil*, trois semaines après sa nomination, la nouvelle ministre de la Santé, Danielle McCann, se montre disposée à ouvrir une porte jusque-là fermée par son prédécesseur. *Le Soleil* talonnera son cabinet, jusqu'à ce que Québec annonce, en juillet, un financement à **SABSA** totalisant 420 000\$ sur trois ans. Cette aide ne dispense pas la coopérative de poursuivre ses campagnes de financement, mais elle lui permet de «colmater la brèche» et de «sortir du mode survie».

À LIRE AUSSI L'ensemble de notre dossier spécial «Métier journaliste»

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2019-10-12 à 06h08 HE.



Nom de la source

Charlesbourg Express

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Mensuel ou bimensuel

Couverture géographique

Locale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mercredi 2 octobre 2019

Charlesbourg Express • p. 16 • 370 mots

Aussi paru dans

2 octobre 2019

- Métro Beauport (QC)

Métro L'Actuel (Haute-St-Charles/Les Rivières/Wendake, QC)

Métro L'Appel (Sainte-Foy - Sillery, QC)

p. 16



Avancée locale pour éradiquer l'hépatite C

(P.G.)

SOINS. La Coopérative de solidarité **SABSA**, située dans le quartier Saint-Roch, a réussi un exploit dans le domaine de la santé qui est souligné à travers le Canada en identifiant des personnes atteintes par l'hépatite C et en les accompagnant dans leurs traitements.

L'intervenant psychosocial Simon Vermette et les infirmières Isabelle Têtu et Marie-Christine Leclerc de la Coopérative de solidarité **SABSA** en collaboration avec des médecins spécialistes de la région de Québec ont identifié plus de 220 personnes atteintes par l'hépatite C au cours de la dernière année. De ce nombre, 193 patients ont amorcé un traitement et parmi eux, 71 ont reçu des services de l'intervenant prenant la forme d'accompagnement à des rendez-vous médicaux et de soutien dans différentes démarches d'aides variées.

Il s'agit du plus grand nombre de personnes qui ont été identifiées à l'intérieur d'une communauté au Canada au cours de la dernière année.

Les interventions ont été réalisées auprès de clientèles souvent marginalisées qui fréquentent peu ou pas les lieux de soins habituels. Dans le cadre

(Photo gracieuseté)

de son travail, M. Vermette s'est créé un réseau auprès des organismes communautaires et a également pu entrer en contact avec ces gens dans différents lieux dans la ville de Québec comme les refuges d'hébergement d'urgence et les soupes populaires.

TRAITER PRÉCOCEMENT

Au Canada, on estime que 250 000 Canadiens vivent avec le virus de l'hépatite C chronique (VHC) et 44 % ne sont pas au courant de leur infection. De nombreuses personnes vivent avec le VHC pendant 25 à 30 ans avant l'apparition des symptômes et l'avancement de la maladie du foie. Le diagnostic et le traitement précoces sont essentiels pour prévenir les complications futures de la maladie. Aujourd'hui, les traitements contre le VHC peuvent fournir une guérison complète de la maladie.

La Coopérative de solidarité **SABSA** a reçu de Gilead Sciences Canada une subvention pour la micro-élimination de l'hépatite C afin de faire progresser ce mandat, comme quatre autres organismes de la province. Les subventions sont accordées à des organismes locaux

© 2019 Charlesbourg Express. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191002-QC-a0000312980



pour dépister et traiter les personnes vivant avec le VHC dans des populations prioritaires.





Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mardi 1 octobre 2019

Le Soleil (Québec, QC) • no. Vol. 123 n° 231 • p. 18 • 407 mots

Aussi paru dans

30 septembre 2019

- Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

SABSA sollicite des dons pour poursuivre sa mission

Élisabeth Fleury

p. 18



La Fondation **SABSA** (pour Services à bas seuil d'accessibilité) a lancé lundi sa première campagne de financement au profit de la coopérative de solidarité du même nom. Elle espère amasser 120 000 \$ afin d'aider la clinique du quartier Saint-Roch à poursuivre sa mission auprès des clientèles vulnérables.

Le gouvernement du Québec a consenti à la coopérative une aide financière de 420 000 \$ sur trois ans, mais celle-ci reste insuffisante.

La clinique, qui repose sur différents intervenants et professionnels de la santé, dont des infirmières praticiennes spécialisées en première ligne, offre environ 3600 consultations par année à une clientèle souvent désaffiliée du réseau traditionnel de la santé et des services sociaux. Ses patients ont pour la majorité des problèmes de toxicomanie ou de santé mentale, ou sont atteints d'hépatite C ou du VIH.

Depuis le début de l'année, **SABSA** accueille entre 30 et 50 nouveaux patients par mois, dont plusieurs n'ont pas de médecin de famille ou sont des nouveaux arrivants sans carte d'assurance-maladie. Son expertise auprès des clientèles vulnérables lui vaut également de

Photothèque Le Soleil, Patrice Laroche

L'expertise de **SABSA** auprès des clientèles vulnérables lui vaut de se voir référer de plus en plus de patients par les médecins.

se voir référer de plus en plus de patients par les médecins. Les cas vus à la clinique sont souvent complexes, présentant, en plus d'un trouble concomitant de santé mentale et de toxicomanie, des problèmes de santé physique, comme du diabète ou de l'hypertension.

Une fondation présidée par l'ancienne députée Agnès Maltais a été créée l'an dernier pour amasser des fonds et permettre à l'équipe de la coopérative de poursuivre sa mission de soins.

Objectif de 120 000 \$

Lancée lundi, la première campagne de financement de la Fondation **SABSA**, dont l'objectif est fixé à 120 000 \$, prendra fin le 28 novembre avec un spectacle-bénéfice en collaboration avec les Violons du Roy. Les billets, vendus au coût de 200 \$, sont disponibles sur le site Internet de **SABSA** (www.sabsa.ca).

La Fondation compte par ailleurs cogner aux portes des entreprises pour «leur démontrer l'impact positif qu'amène leur contribution sur la clientèle vulnérable»,

© 2019 Le Soleil (Québec, QC). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191001-LS-0025

explique Agnès Maltais dans un communiqué publié lundi. Tout au long de la campagne, des témoignages de personnes utilisant les services de la coopérative seront diffusés sur le site Internet de celle-ci.

Il sera possible de suivre l'évolution des dons amassés grâce à un thermomètre placé au coin des boulevards Charest et Langelier.



Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Quebec

30 septembre 2019

Aussi paru dans 29 septembre 2019 - Le Journal de Québec

Nom de la source

Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Quebec

Type de source

Presse • Presse Web référencée

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Fondation **SABSA**: d'ex-toxicomane à intervenant psychosocial

Fondation **SABSA**: d'ex-toxicomane à intervenant psychosocial Il invite la population à soutenir l'organisme qui l'a sauvé Autres Photo Jérémy Bernier ...

Lire la suite

<https://www.journaldequebec.com/2019/09/28/dex-toxicomane-a-intervenant-psychosocial>

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

web-20190930-ORW-1120249_4579981678_10930206





Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Dimanche 29 septembre 2019

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 370 mots

SABSA lance sa campagne de financement

Radio-Canada

La Fondation SABSA fait appel à la générosité du public pour financer sa clinique de proximité du quartier St-Roch, qui offre des services à une population vulnérable. Les dons sont nécessaires puisque les subventions du gouvernement restent insuffisantes, selon la présidente de la fondation.

La campagne de financement est donc essentielle pour assurer les services à la clinique. L'objectif cette année est d'amasser 120 000 \$.

La campagne de financement se poursuit jusqu'au 28 novembre, avec un spectacle en collaboration avec les Violons du roi.

Subventions insuffisantesLe gouvernement du Québec avait octroyé 420 000 \$ sur trois ans à SABSA cet été, mais les subventions restent insuffisantes, estime la présidente de la fondation Agnès Maltais.

Il y a une grande discussion avec le gouvernement à l'administration pour que les subventions soient d'un niveau normal. Le gouvernement donne 45 % [...] normalement c'est 80 %, illustre l'ancienne députée péquiste.

La coopérative de solidarité fondée en 2011 repose sur un modèle « unique », souligne Mme Maltais.

Des infirmières praticiennes spécialisées en première ligne plutôt que des médecins prennent en charge une clientèle vulnérable qui ne fréquente pas le réseau de la santé.

Mme Maltais est à la tête de la Fondation SABSA depuis le printemps dernier

Photo : Radio-Canada / Guillaume Piedboeuf

J'oserais dire que ce n'est pas tout le monde qui voudrait que le modèle se reproduise à travers le Québec. Le modèle lui-même est difficile à reproduire et c'est pour ça que c'est difficile à financer.

Agnès Maltais, présidente, fondation SABSA SABSA offre environ 3600 consultations par année. Près de 70 % de ses patients ont un problème lié à la santé mentale ou à la toxicomanie, ou sont atteints du VIH ou de l'hépatite C.

L'endroit sert également de clinique de proximité.

Une clinique de plus en plus populaireDepuis son ouverture, la clientèle de SABSA ne cesse de croître.

La hausse de la clientèle s'explique notamment par le manque de médecins en basse-ville de Québec, croit Agnès Maltais.

Elle ajoute que l'expertise de la clinique

© 2019 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20190929-CSQ-001

pousse certains intervenants du réseau de la santé à envoyer des patients à **SABSA**.

La clinique est vraiment spécialisée dans les gens les plus vulnérables et ils savent comment travailler avec ces gens-là, comment accroître leur santé.

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1322438/sabsa-clinique-fondation-financement>



Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Jeudi 5 septembre 2019

Le Soleil (Québec, QC) • no. Vol. 123 n° 209 • p. 10 • 851 mots

Aussi paru dans

4 septembre 2019 - Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

5 septembre 2019 - La Voix de l'Est (Granby, QC)

p. 10



Une infirmière hors normes

Militante pour le droit à l'avortement et féministe-socialiste avouée, Louise Gareau meurt à 79 ans

Élisabeth Fleury

«Superinfirmière» avant l'heure, grande militante pour le droit à l'avortement et féministe-socialiste avouée, Louise Gareau, qui a consacré 50 ans de sa vie à la santé des femmes d'ici et d'ailleurs, est décédée mardi après-midi à l'âge de 79 ans, quelques semaines seulement après avoir appris être atteinte de deux cancers.

Louis Gareau a notamment participé avec cinq autres femmes à la mise sur pied, au début des années 1980, du Centre de santé des femmes (CSDF) de Québec, la première clinique à faire des avortements dans la région, à une époque où la pratique était encore illégale mais néanmoins tolérée au Québec.

Situé dans l'édifice de la CSN, sur le boulevard Charest, le CSDF défendait le droit à l'avortement et à sa prise en charge par le système public de santé, mais visait aussi, plus globalement, à développer le pouvoir d'agir et l'autodétermination des femmes, résume le professeur à la Faculté des sciences infirmières de l'Université Laval Bernard Roy dans son livre Louise Gareau, infirmière de combats, paru en 2009.

Photothèque Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

Bien avant la création des superinfirmières, Louise Gareau, éprise d'autonomie, voulait que les infirmières occupent la place qui leur revient.

Le Dr Henry Morgentaler, avec qui Louise Gareau a lutté pour le droit à l'avortement, dira de l'infirmière qu'elle faisait partie de ces gens «qui ont fait que je me suis senti soutenu dans le combat de ma vie pour la dignité, pour le droit des femmes à pouvoir choisir librement leur maternité et à pouvoir avoir accès librement et dignement à une interruption volontaire de grossesse dans de bonnes conditions», rapporte Bernard Roy dans son ouvrage.

L'une des femmes à l'origine de la création du CSDF et grande amie de Louise Gareau, Pauline Gingras, raconte que les cofondatrices du centre préféraient avoir leur propre établissement plutôt qu'une clinique du Dr Morgentaler à Québec, comme on le leur avait proposé. «On estimait qu'on était capables de tenir ça nous-mêmes. On a trouvé des médecins qui ont accepté de faire des avortements avec nous», relate l'ex-travailleuse sociale, qui a connu Louise Gareau dans les années 1970, alors que les deux

© 2019 Le Soleil (Québec, QC). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190905-LS-0010

femmes faisaient partie de la toute première équipe du CLSC de la Basse-Ville de Québec.

«Femme de conviction»

«Louise était une femme très engagée, une femme de conviction qui a toujours défendu ses idées avec ardeur, mais aussi avec un grand respect pour les autres», se souvient Pauline Gingras.

Dans une entrevue accordée au Soleil en 2009, alors qu'elle venait de recevoir le Grand Prix de l'avancement de la femme du YWCA et le prix Florence de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, Louise Gareau expliquait que le CLSC de la Basse-Ville de Québec, situé dans un secteur où la drogue, la prostitution, les MTS et la mortalité infantile étaient monnaie courante, représentait l'endroit idéal pour agir et faire une différence.

Éprise d'autonomie, Louise Gareau voulait que les infirmières occupent la place qui leur revient. «Je n'ai jamais pensé qu'un médecin était mieux qu'une infirmière et j'ai toujours dit que c'était deux professions autonomes qui se complétaient», disait-elle à notre collègue Josianne Desloges, 10 ans avant que le gouvernement Legault autorise les infirmières praticiennes spécialisées à poser des diagnostics.

À l'international

Louise Gareau s'est aussi investie à l'international, alors qu'elle a pratiqué comme infirmière au Nicaragua à la suite de la révolution sandiniste, y faisant la promotion de mesures et de programmes visant l'amélioration de la santé des femmes et des enfants.

Après cette expérience, elle s'impliquera comme chercheuse dans un projet de

recherche sur le VIH avec Maria De Koninck, pour qui «Louise fait partie de ces femmes peu connues qui ont apporté des contributions remarquables à l'avancement [de la cause] des femmes».

L'infirmière a aussi œuvré au Rwanda au début des années 1990, où elle donnera notamment de la formation sur le VIH/SIDA et les MTS. Le génocide la forcera à quitter le pays. À Bernard Roy, elle confiera avoir été habitée par un sentiment de culpabilité, estimant qu'elle «aurait dû être là, avec eux [les Rwandais], lors du génocide».

Dans Un dimanche à la piscine à Kigali, Gil Courtemanche écrit que son livre «n'aurait pas existé sans Louise Gareau». «Nous nous sommes rencontrés pour la première fois au bar de l'Hôtel des Mille Collines à Kigali. Je ne connaissais rien du Rwanda, ni de la problématique du sida dans ce pays. [...] Louise en savait tout le sang et toutes les douleurs, tous les mensonges et toutes les hypocrisies», témoigne le journaliste et écrivain.

Ces dernières années, Louise Gareau, qui a aussi œuvré auprès de communautés autochtones, s'intéressait de près au développement de la coopérative **SABSA** (pour Services à bas seuil d'accessibilité), une clinique sans médecin qui soigne les patients vulnérables de la Basse-Ville de Québec, souvent désaffiliés du réseau de la santé traditionnel. «Elle suivait ce qu'on faisait, nous a toujours donné un coup de main en témoignant de son expérience», rapporte l'IPS Isabelle Têtu, pour qui Louise Gareau restera «une inspiration».

efleury@lesoleil.com

leSoleil**Nom de la source**

Le Soleil (Québec, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

p. 18



Lundi 15 juillet 2019

Le Soleil (Québec, QC) • no. Vol. 123 n° 165 • p. 18 • 80 mots

Aussi paru dans

14 juillet 2019

- Le Soleil (Québec, QC) (site web)

SABSA: une clinique inspirante

Excellente décision de la ministre McCann et du CIUSSS de la Capitale-Nationale d'assurer le financement de cette coopérative pour quelques années.

Clinique à la structure légère, près de monde et pour le monde, elle apparaît comme un petit CLSC nouvelle vague répondant aux nombreux besoins de personnes vulnérables, soins physiques et autres. Il serait bon d'y accueillir des étudiants en stage si ce n'est déjà fait.

C'est un exemple à suivre!

Richard Gagné, Médecin retraité

Sainte-Pétronille

© 2019 Le Soleil (Québec, QC). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190715-LS-0023

leSoleil

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Dimanche 14 juillet 2019 • 20h00 HE

Le Soleil (Québec, QC) (tablette) • 335 mots

SABSA: une clinique inspirante

Carrefour des lecteurs

Le Soleil

Excellente décision de la ministre McCann et du CIUSSS de la Capitale-Nationale d'assurer le financement de cette coopérative pour quelques années.

Clinique à la structure légère, près de monde et pour le monde, elle apparaît comme un petit CLSC nouvelle vague répondant aux nombreux besoins de personnes vulnérables, soins physiques et autres. Il serait bon d'y accueillir des étudiants en stage si ce n'est déjà fait.

C'est un exemple à suivre!

Richard Gagné, Médecin retraité, Sainte-Pétronille

L'ÉNIGME DE LA CHUTE MONTMORENCY

Je ne comprends pas la logique cachée derrière la nouvelle tarification d'accès au Parc de la chute Montmorency, prévue pour septembre prochain. On dit qu'on vise à diminuer l'engorgement des voitures qui se stationneraient dans les rues adjacentes, mais on diminue le tarif de stationnement à 4 \$. Donc, forcément, selon la loi de l'offre de la demande, ça va faire davantage d'automobiles.

Et puis, l'engorgement, ce n'est pas aux alentours mais bien à l'entrée du parc. Par ailleurs, si le but visé est de standardiser la politique des prix dans les



Infographie Le Soleil

différents parcs de la Sépaq, je n'en vois pas l'utilité et je doute que les touristes venus nous visiter sachent seulement ce qu'est la Sépaq.

Enfin, une hausse du tarif par tête pour les touristes de 17 ans et plus, à 8 \$, ne peut que favoriser les plus fortunés d'entre eux, aux dépens des jeunes voyageurs et de ceux qui prennent l'autobus pour se rendre à la chute Montmorency.

Oui pour la gratuité aux résidents de la grande région de Québec, mais le reste du raisonnement ne tient pas la route.

Et je souhaite qu'en dehors des heures d'ouverture l'accès au parc demeure libre pour les marcheurs, les cyclistes et les joggeurs, mais avons-nous seulement une garantie formelle que des clôtures ne l'empêcheront pas?

Paul Pelletier, Québec

© 2019 Le Soleil (Québec, QC) (tablette). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190714-TLS-cd8e023ceb897d359b754cbae23d6e99

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2019-07-14 à
16h34 HE.




Nom de la source

Le Journal de Québec

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Vendredi 12 juillet 2019

Le Journal de Québec • p. 20 • 261 mots

SUBVENTION DE 420 000 \$ POUR LA CLINIQUE SABSA

QUÉBEC

La Coopérative de solidarité SABSA pourra poursuivre sa mission auprès des clientèles vulnérables en vertu d'une subvention de 420 000 \$ du gouvernement provincial, annoncée hier matin.

La ministre de la Santé et des Services sociaux Danielle McCann a confirmé par voie de communiqué que son ministère octroiera 210 000 \$ sur une période de trois ans à la clinique de santé. Un autre montant de 210 000 \$ proviendra de son côté du CIUSSS de la Capitale-Nationale.

La ministre a salué les efforts de la clinique pour faciliter l'accès aux soins d'une clientèle souvent en difficulté pour justifier la subvention.

«Les actions entreprises pour soutenir l'offre de service de SABSA nous tiennent vraiment à coeur, et c'est pourquoi nous sommes fiers d'y ajouter ce financement qui contribuera à consolider l'accessibilité des services de première ligne auprès de nombreuses personnes vulnérables de ce secteur de la ville », a-t-elle souligné.

À la fin de cette première période de trois ans, une étude de l'impact de SABSA et de son modèle de service sur la communauté sera menée par le ministère afin de réévaluer le financement futur.

Ces montants permettront à la coopérative de maintenir le mandat de deux infirmières praticiennes spécialisées en

plus de celui d'un travailleur social. On apprend également que les coûts de fonctionnement de la clinique seront soutenus par la subvention.

LES DROITS D'AUTEUR DE CE CONTENU APPARTIENNENT À MEDIAQ-MI INC. AUCUN ARTICLE DE CE CONTENU NE PEUT ÊTRE REPRODUIT, AFFICHÉ SUR UN SITE WEB OU DISTRIBUÉ DE QUELQUE FAÇON QUE CE SOIT.

© 2019 Le Journal de Québec. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190712-OR-ae3f9f70-a468-11e9-8c82-2b89a4d82c68

CISION

Nom de la source

Canada NewsWire (français)

Type de source

Presse • Communiqués de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Jeudi 11 juillet 2019 • 14:48:00 UTC -0400

Canada NewsWire (français) • 339 mots

L'OIIQ salue la décision de la ministre Danielle McCann d'accorder un financement supplémentaire à la Coopérative de solidarité **SABSA**

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

MONTRÉAL, le 11 juill. 2019 /CNW Telbec/ - L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) salue la décision de la ministre de la Santé et des Services sociaux, Danielle McCann, qui a annoncé aujourd'hui l'accord par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) d'un financement supplémentaire, non récurrent, totalisant 210 000 \$ pendant trois ans, afin de soutenir l'offre de service de la Coopérative de solidarité (**SABSA**).

Dédiée à la clientèle vulnérable et marginalisée, cette clinique est l'expression de l'autonomie des infirmières et infirmiers par sa pratique novatrice, la pleine occupation du champ d'exercice de ses professionnels et sa collaboration interprofessionnelle remarquable.

« Par sa réussite, la Clinique **SABSA** participe à l'avancement de la pratique infirmière et à l'amélioration de l'accessibilité aux soins de santé pour le bénéfice de la population. On ne peut que se réjouir de cette annonce » affirme le président de l'OIIQ, Luc Mathieu.

À propos de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

L'OIIQ est le plus grand ordre profes-

sionnel dans le domaine de la santé au Québec. Il est régi par la *Loi sur les infirmières et les infirmiers* et par le *Code des professions*. L'OIIQ est également guidé par ses valeurs de gouvernance que sont la confiance, la bienveillance, le respect et l'équité. Il compte quelque 76 000 membres et quelque 16 000 étudiants immatriculés. Sa mission est d'assurer la protection du public par et avec les infirmières et infirmiers, tout en veillant à l'amélioration de la santé des Québécois. L'OIIQ a également pour mandat de contribuer à la promotion d'une pratique infirmière de qualité et d'assurer le maintien des compétences des infirmières et des infirmiers.

SOURCE Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Consulter le contenu original pour télécharger le multimédia : <http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/July2019/11/c7443.html>

Contact

Renseignements et entrevues : Colette Ouellet, Directrice, Bureau du président, OIIQ, 514 604-2298, colette.ouellet@oiiq.org

© 2019 Canada NewsWire. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190711-FW-0c7443

Note(s) :

co.109675



CISION

Nom de la source

Canada NewsWire (français)

Type de source

Presse • Communiqués de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Jeudi 11 juillet 2019 • 08:00:00 UTC -0400

Canada NewsWire (français) • 404 mots

Coopérative de solidarité SABSA - La ministre Danielle McCann annonce une subvention supplémentaire totalisant 420 000 \$ sur trois ans

Cabinet de la ministre de la Santé et des Services sociaux

QUÉBEC, le 11 juill. 2019 /CNW Telbec/ - La ministre de la Santé et des Services sociaux, Danielle McCann, annonce aujourd'hui qu'un financement supplémentaire non récurrent totalisant 210 000 \$ sur trois ans est accordé par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) pour soutenir l'offre de service de la Coopérative de solidarité SABSA. Cette somme s'ajoute à une subvention identique qu'accorde le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS) à l'organisme.

Ce financement offrira un appui additionnel à la Coopérative de solidarité SABSA pour soutenir l'affectation des deux infirmières praticiennes spécialisées de première ligne (IPS-SPL) et du travailleur social, de même que les coûts de fonctionnement.

À l'issue de cette période de trois ans, le MSSS évaluera l'impact de ce modèle de prestation de services afin de réviser le financement subséquent accordé à SABSA.

Citation :

« Les actions entreprises pour soutenir l'offre de service de SABSA nous tien-

nent vraiment à coeur, et c'est pourquoi nous sommes fiers d'y ajouter ce financement qui contribuera à consolider l'accessibilité des services de première ligne auprès de nombreuses personnes vulnérables de ce secteur de la ville. Une telle initiative s'inscrit de manière parfaitement cohérente avec nos propres efforts pour offrir le meilleur accès possible à nos professionnels de la santé, de manière bien adaptée aux besoins de chaque communauté. »

Danielle McCann, ministre de la Santé et des Services sociaux

Faits saillants :

La Coopérative de solidarité SABSA offre des services médicaux, par l'entremise d'une IPS-SPL, à une clientèle vulnérable (toxicomanie, itinérance, hépatite, etc.) du secteur de la Basse-Ville de Québec. Ces professionnelles travaillent en collaboration avec des médecins partenaires.

Rappelons qu'en vertu d'une entente de partenariat convenue en 2016, une partie de l'offre de service de cette coopérative de solidarité est maintenant assumée par le CIUSSS. L'entente stipule que l'établissement a pour responsabilité d'affecter les ressources et d'assurer la gestion, le perfectionnement ainsi que le

© 2019 Canada NewsWire. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190711-FW-0c1214

développement des compétences. La coopérative a pour sa part la responsabilité de fournir les locaux et de s'occuper de l'accueil.

SOURCE Cabinet de la ministre de la Santé et des Services sociaux

Consulter le contenu original :
<http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/July2019/11/c1214.html>

Contact

Alexandre Lahaie, Attaché de presse de la ministre de la Santé et des Services sociaux, 450 210-1789

Note(s) :

co.202485

leSoleil

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Jeudi 11 juillet 2019 • 04h00 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 881 mots

Aussi paru dans

10 juillet 2019 - Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

11 juillet 2019 - Le Soleil (Québec, QC)

Québec donnera 420 000 \$ sur trois ans à SABSA

Élisabeth Fleury

Le Soleil

EXCLUSIF / C'est confirmé : la coopérative SABSA obtiendra finalement du financement public pour poursuivre sa mission auprès de sa clientèle vulnérable.

Le Soleil a appris que le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le Centre intégré universitaire de la santé et des services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale verseront à la clinique de Québec un montant totalisant 420 000 \$ sur trois ans. Les besoins sont immenses, mais cette aide très attendue vient «colmater la brèche», se réjouit la coordonnatrice de SABSA, Amélie Bédard.

Depuis sa création, en 2014, la coopérative de la rue Saint-Vallier doit multiplier les campagnes de financement pour poursuivre sa mission de soins et de services auprès d'une clientèle souvent désaffiliée du réseau traditionnel. Jusqu'ici, le ministère de la Santé n'avait jamais voulu la financer, craignant notamment de créer un précédent.

La clinique SABSA offre environ 3300 consultations par année à des patients qui ont pour la majorité une situation et un état de santé précaires (hépatite C, VIH, problèmes de santé mentale, souvent pas de carte d'assurance-maladie

Le Soleil, Patrice Laroche

La ministre de la Santé et des Services sociaux, Danielle McCann (deuxième à partir de la gauche), est entourée de la présidente de la Fondation SABSA, Agnès Maltais, de l'IPS Isabelle Têtu et du président-directeur général du CIUSSS de la Capitale-Nationale, Michel Delamarre.

et sans médecin de famille dans près de 65 % des cas). Depuis le début de l'année, elle reçoit entre 30 et 50 nouveaux patients par mois, dont plusieurs sont des «nouveaux arrivants» sans carte d'assurance-maladie, note Amélie Bédard.

Du gouvernement libéral, SABSA n'avait obtenu en 2016 qu'une entente prévoyant le paiement des fournitures médicales et du salaire de l'infirmière praticienne spécialisée (IPS) Isabelle Têtu de même que le «prêt» d'un travailleur social par le CIUSSS de la Capitale-Nationale. Le reste, notamment les frais d'exploitation, devait être entièrement assumé par la coopérative, dont les besoins s'élèvent à environ 250 000 \$ par année.

© 2019 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certifié émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190711-LSW-07baa54aae2a42caf081ad1fb51f47

Une deuxième IPS à temps partiel

SABSA aura désormais droit à une aide financière conjointe du ministère de la Santé et du CIUSSS de la Capitale-Nationale totalisant 140 000 \$ par année sur trois ans (70 000 \$ par année chacun). Une deuxième IPS du CIUSSS donnera également 50 % de son temps à **SABSA**, a précisé mercredi au *Soleil* le président-directeur général du CIUSSS de la Capitale-Nationale, Michel Delamarre, à l'issue d'une rencontre informelle entre son organisation, la ministre Danielle McCann et **SABSA**.

Autre contribution publique : les deux médecins de famille qui collaborent avec **SABSA** depuis 2014 et 2015, les Drs André Fréchette et Denis Jacques, seront désormais rémunérés grâce à une entente particulière intervenue entre la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec et le ministère de la Santé. Jusqu'à maintenant, les deux médecins, qui sont à l'aube de leur retraite, offraient bénévolement de leur temps à la coopérative. La ministre de la Santé a tenu mercredi à les remercier pour leur engagement, tout en saluant la nouvelle entente de rémunération, qui permettra selon elle d'assurer une relève aux médecins bénévoles.

Pour la ministre McCann, l'aide financière accordée à **SABSA** est «un pas dans la bonne direction». «C'est sûr qu'il y a encore à faire. On va faire une évaluation après la première année [du financement]. Il y a des choses fort intéressantes qui se font chez **SABSA**, et on va réévaluer» les besoins, a dit la ministre, selon qui ce financement sur trois ans donne «une stabilité» à **SABSA**.

«Ça fait du bien»

Présente à la rencontre de mercredi à titre de présidente de la Fondation **SABSA**, l'ex-députée de Taschereau, Agnès Maltais, a indiqué que la fondation devait encore amasser 120 000 \$ cette année. «La pression sur la Fondation demeure la même, ça ne diminue pas les besoins», a-t-elle mentionné. Il n'empêche, «ça fait du bien de voir une ministre qui comprend le rôle des IPS et avec laquelle on n'a pas eu besoin de se battre pour faire reconnaître» la contribution essentielle de **SABSA**, a salué l'ex-députée péquiste.

Pour Amélie Bédard, l'aide accordée par le ministère et le CIUSSS vient «colmater la brèche» et consolider les services de **SABSA**. «On était jusqu'ici toujours en mode survie», a-t-elle rappelé.

L'IPS Isabelle Têtu s'est elle aussi dite «contente pour **SABSA** et pour sa clientèle», tout en rappelant que «les besoins sont immenses». «Il y a de plus en plus de besoins qui viennent des différentes cliniques et des organismes communautaires», a-t-elle souligné, précisant que les cas référés à **SABSA** présentent surtout des troubles concomitants de toxicomanie et de santé mentale.

«Ce qu'il y a de nouveau, c'est que de plus en plus de médecins omnipraticiens nous réfèrent des patients. [...] On voit aussi des cas de plus en plus complexes, qui n'ont pas juste des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie, mais qui ont aussi des problèmes de santé physique : un diabète pas traité depuis trois ans, de l'hypertension, la maladie de Crohn...» mentionne-t-elle pour illustrer la crédibilité grandissante de **SABSA**... et la pression sur son équipe, composée notamment de bénévoles.

Cet article est paru dans **Le Soleil (Québec, QC) (site web)**

<https://www.lesoleil.com/actualite/quebec-donnera-420-000-sur-trois-ans-a-absa-07baa54aae2a42caf0f81adf1fb51f47>

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2019-07-10 à 20h08 HE.

**Nom de la source**

ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Jeudi 11 juillet 2019

ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web) • 268 mots

Québec octroie 420 000 \$ sur 3 ans à SABSBA

Radio-Canada

La Coopérative de solidarité SABSBA du quartier Saint-Roch, à Québec, pourra compter sur une aide additionnelle de 420 000 \$ pour les trois prochaines années.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale octroient 140 000 \$ par année sur trois ans pour soutenir la clinique destinée à une clientèle vulnérable qui ne fréquente pas les services de santé traditionnels.

« Ça va colmater la brèche, ça va nous permettre de souffler un peu, c'est une excellente nouvelle, se réjouit la fondatrice de la clinique Isabelle Têtu, l'une des deux infirmières praticiennes spécialisées en poste. À l'heure actuelle, on avait des prêts de service du CIUSSS. Ça nous a donné une grande aide, mais là ce sera encore plus. »

Cet argent permettra d'assurer une partie des coûts de fonctionnement de la clinique et des employés. Après cette période de trois ans, le Ministère évaluera l'impact de l'organisme afin de réviser son financement.

3300 patients SABSBA suit actuellement 3300 patients et chaque mois, entre 30 et 50 nouveaux s'ajoutent, selon Isabelle Têtu.

Trois ans après avoir été menacé de fermeture faute de financement, elle affirme que les « canaux » sont maintenant « ouverts » avec le gouvernement.

« Les discussions sont ouvertes. Les gens, autant du côté du CIUSSS que du Ministère, sont ouverts à trouver des solutions. »

Malgré cette subvention, l'organisme poursuivra son autofinancement. La Fondation SABSBA, présidée par l'ex-députée Agnès Maltais, cisu a d'ailleurs été lancée il y a quelques mois. L'objectif est d'amasser quelque 120 000 \$ par année.

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1219046/sabsa-420-000-3-ans-quebec>

© 2019 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190711-SRC-034





Le Journal de Québec (réf. site web)

11 juillet 2019

Nom de la source

Le Journal de Québec (réf. site web)

Type de source

Presse • Presse Web référencée

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Subvention de 420 000 \$: la clinique **SABSA** financée pour les trois prochaines années

Pierre-Paul Biron

La Coopérative de solidarité **SABSA** pourra poursuivre sa mission auprès des clientèles vulnérables en vertu d'une subvention de 420 000\$ du gouvernement provincial, annoncée ce matin. La ministre de la...

Lire la suite

<https://www.journaldequebec.com/2019/07/11/subvention-de-420-000--la-clinique-sabs-a-financee-pour-les-trois-prochaines-annees>

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

web-20190711-ORW-042



Lundi 3 juin 2019

RCI - Radio Canada International (site web) • 649 mots

**Nom de la source**

RCI - Radio Canada International (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Mobilisation citoyenne dans la région de Québec pour éradiquer l'hépatite C dans un groupe vulnérable

Alice Chantal Tchandem Kamgang

C'est un groupe pluridisciplinaire, composé à la fois d'un intervenant psychosocial, d'infirmières et de représentantes de la Coopérative de solidarité **SABSA** (Services à bassin d'accessibilité), en partenariat avec des médecins spécialistes de la région, qui s'est mobilisé pour aider des personnes d'une communauté cible atteintes de cette maladie à accéder aux soins.

Des personnes vulnérables coupées du réseau de la santé

Amélie Bédard, coordonnatrice de **SABSA**. Crédit : Simon Falardeau

Cette mobilisation citoyenne peut être perçue comme une véritable bouée de sauvetage pour les 220 personnes atteintes de l'hépatite C, dans le cadre du projet Micro élimination, dans la région de Québec.

Il s'agit souvent de personnes marginalisées, en proie à des problèmes de santé mentale, d'itinérants et de consommateurs de drogues.

Dans de tels groupes, les pratiques sont peu hygiéniques. L'ignorance, en ce qui concerne le mode de transmission de certaines maladies, encourage la propagation de germes et de virus, souligne

Amélie Bédard, de la coopérative de solidarité **SABSA**, dans une entrevue avec Alice Chantal Tchandem.

La coopérative est mobilisée auprès de ces personnes pour les aider à s'en sortir, en les sensibilisant notamment aux dangers du partage de seringues, et aux saines habitudes susceptibles de les préserver des infections.

En plus de cette sensibilisation, le groupe citoyen, dont l'intervenant Simon Vermette et les infirmières Isabelle Têtu et Marie-Christine Leclerc, incite les malades à se tourner vers les hôpitaux de la région, pour y recevoir les soins dont ils ont besoin pour leur rémission.

Au moins 193 des 220 patients ont ainsi pu amorcer un traitement, 71 d'entre eux ont été particulièrement accompagnés, par l'intervenant, à des rendez-vous médicaux et de soutien dans différentes démarches d'aide.

Cette initiative citoyenne mérite d'être soulignée, car au-delà de la volonté d'aider, c'est une démonstration d'amour pour des personnes qui sont souvent isolées et qui peuvent s'en sortir si une chance leur est donnée.

Écoutez les motivations de l'équipe, à travers l'entretien avec Amélie Bédard,

© 2019 RCI - Radio Canada International (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190603-COY-022



la coordonnatrice de la coopérative de solidarité **SABSA**.

SABSA est à la fois une clinique et une coopérative de solidarité qui intervient auprès des personnes vulnérables, et qui les accompagne. Crédit : Simon Falardeau.

ÉcoutezFR_Entrevue_9-20190603-WIF90 Quelques données sur l'hépatite C au Québec et au Canada

C'est une maladie infectieuse du foie causée par le virus de l'hépatite C (VHC).

Cette infection se transmet par l'exposition au sang (cuillères, pipes, pailles, aiguilles et autres objets coupants et tranchants partagés, qui n'ont pas été au préalable stérilisés. La transfusion sanguine peut favoriser l'infection quand le sang du donneur n'a pas été bien contrôlé. Le contact sexuel peut aussi favoriser la transmission, tout comme un contact cutané en cas de blessures et de boutons saignants. La transmission de la mère à l'enfant peut subvenir au moment de l'accouchement, etc.).

Elle se caractérise par le passage du virus dans le sang et le foie.

Plusieurs symptômes y sont associés, selon que l'infection devient aiguë ou chronique : fièvre, nausées, vomissements, perte d'appétit, douleurs à l'estomac, fatigue, douleurs articulaires, urines foncées, selles de couleur pâle, jaunissement de la peau et des yeux, pendant 2 à 12 semaines.

60 ou 75 % des personnes ne ressentiront aucun symptôme.

Prélèvement sanguin en vue du test de

l'hépatite C. Crédit : Istock

250?000 Canadiens vivent avec l'hépatite C chronique, dont 40?000 à 75?000 au Québec.

44 % ne sont pas au courant de leur infection.

Dans 75 % des cas, l'infection aiguë évolue vers une infection chronique, ce qui se traduit par des nausées, démangeaisons, malaises et douleurs abdominales.

Environ 25 % des cas d'infection chronique se rétablissent spontanément.

Les symptômes peuvent apparaître de 25 à 30 ans plus tard, lorsque la maladie s'est considérablement attaquée au foie.

Le diagnostic précoce permet une meilleure prise en charge et une guérison complète.

Source : communiqué de presse **SABSA** et Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Cet article est paru dans RCI - Radio Canada International (site web)

<https://www.rcinet.ca/fr/2019/06/03/hepatite-c-clinique-sabsa-hepatite-c-dans-les-groupes-vulnerables-injection-de-drogue-et-transmission-de-lhepatite-c-intervention-psychosociale-en-sante-chez-les-personnes-vulnerables-pr/>

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Vendredi 31 mai 2019 • 04h00 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 710 mots

Aussi paru dans

30 mai 2019 - Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

31 mai 2019 - Le Soleil (Québec, QC)

Vers une éradication de l'hépatite C à Québec grâce à SABSA?

Élisabeth Fleury

Le Soleil

Sans la coopérative SABSA, l'hépatite C ferait davantage de ravages à Québec, particulièrement chez les utilisateurs de drogue par injection. Mais grâce à son travail de rue et à son vaste réseau de contacts, la clinique du quartier Saint-Roch identifie, traite et accompagne chaque année des dizaines de patients infectés, contribuant ainsi à éliminer la maladie dans sa communauté.

La coopérative participe à un projet pancanadien de «microélimination» de l'hépatite C financé par la compagnie pharmaceutique Gilead. Des 11 cliniques et organismes canadiens qui ont participé au programme cette année, c'est SABSA qui a le mieux fait, c'est-à-dire qui a réussi identifier le plus grand nombre de personnes atteintes de l'hépatite C à l'intérieur d'une communauté au pays.

En seulement un an, l'intervenant psychosocial Simon Vermette, les infirmières Isabelle Têtu et Marie-Christine Leclerc, en collaboration avec des médecins spécialistes et différents organismes communautaires de Québec, ont réussi à identifier plus de 220 personnes infectées par le virus. De ce nombre, 193 patients ont amorcé un traitement, et, parmi eux, 71 ont reçu des services d'accompagnement à des rendez-vous médicaux et de soutien, selon les données transmises au Soleil.

«Quand on a commencé en 2011, il y

Photothèque Le Soleil, Patrice Laroche

La coopérative participe à un projet pancanadien de «microélimination» de l'hépatite C financé par la compagnie pharmaceutique Gilead.

avait vraiment un trou de service quant au traitement et à l'accompagnement des personnes atteintes de l'hépatite C, qui sont surtout des personnes utilisatrices de drogue par injection», explique la coordonnatrice de SABSA, Amélie Bédard.

Traitements plus rapides

Il y a une dizaine d'années, se souvient Mme Bédard, les traitements pour l'hépatite C s'étaient sur une année et étaient difficiles à supporter pour les patients. «Il y avait beaucoup d'effets secondaires, c'était presque comme de la chimiothérapie. Aujourd'hui, les traitements se donnent sur 12 semaines et les patients ont moins d'effets secondaires», souligne-t-elle.

© 2019 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20190531-LSW-e8487851e3a6d32bf57678f8e46dffff

On estime que 250 000 Canadiens vivraient avec le virus de l'hépatite C chronique (VHC), et que près de la moitié (44 %) ne seraient pas au courant de leur infection. Au Québec, entre 40 000 et 75 000 personnes pourraient être atteintes du VHC, selon l'Institut national de santé publique du Québec. Les personnes infectées peuvent vivre avec le virus plusieurs années avant de ressentir des symptômes. Non traité, le VHC peut entraîner des conséquences très graves, comme la cirrhose et, dans certains cas, le cancer du foie.

Aujourd'hui, les traitements contre le virus peuvent fournir une guérison complète de la maladie. «C'est ce qu'on explique à nos patients pour les convaincre de suivre les traitements, qu'ils peuvent guérir. Évidemment, ils peuvent se réinfecter s'ils continuent d'utiliser des drogues par injection et d'avoir des comportements à risque», d'où l'importance pour l'équipe de **SABSA** de faire aussi de l'enseignement, explique Amélie Bédard.

Selon la coordonnatrice de la coopérative, si **SABSA** parvient à soigner autant de patients atteints du VHC, c'est qu'elle peut compter sur des alliés indispensables dans sa communauté. «On est sur le terrain, on a des liens avec des refuges et des organismes comme PECH, Point de repères et le PIPQ, et on travaille en étroite collaboration avec une infirmière et des médecins, qui peuvent nous référer des patients. C'est en travaillant sur tous les fronts qu'on arrive à rejoindre et à traiter autant de monde», souligne-t-elle.

Mme Bédard mentionne que d'année en année, **SABSA** identifie et traite toujours plus de personnes atteintes d'hépatite C. «Je ne sais pas si c'est parce

qu'il y a plus de cas ou parce qu'on les identifie plus, mais on a espoir d'arriver au bout de la liste», dit-elle.

En février, Le Soleil rapportait que la coopérative de la rue Saint-Vallier participait aussi depuis mars 2018 au programme PIHVOT, un programme «d'accompagnement soutenu» de patients atteints du VIH. Sur la cinquantaine de patients suivis par l'intervenante Marilyn Rochette, 95 % adhèrent à leur traitement d'antirétroviraux dans le cadre du projet.

Cet article est paru dans Le Soleil (Québec, QC) (site web)

<https://www.lesoleil.com/actualite/vers-une-eradication-de-lhepatite-c-a-quebec-grace-a-sabsa-e8487851e3a6d32bf57678f8e46dffd>

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2019-05-30 à 18h11 HE.


Nom de la source

Le Journal de Québec

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Vendredi 31 mai 2019

Le Journal de Québec • p. 9 • 584 mots

Aussi paru dans31 mai 2019 - [Le Journal de Montréal \(site web réf.\)](#)[Le Journal de Québec \(site web réf.\)](#)

LA CLINIQUE SABSA VEUT «ÉRADIQUER» L'HÉPATITE C

LA COOPÉRATIVE A TRAITÉ UN NOMBRE RECORD DE PATIENTS DÉFAVORISÉS L'AN PASSÉ

DOMINIQUE LELIÈVRE

Le Journal de Québec

La coopérative sans médecin SABSA a identifié un nombre record de 220 personnes atteintes de l'hépatite C à Québec en 2018, «un petit exploit» considérant le statut défavorisé de ces patients et l'absence de symptômes qui caractérise souvent cette maladie.

Le Journal de Québec

Les efforts de la clinique du quartier Saint-Roch ont permis à 193 patients infectés d'amorcer un traitement, ce qui en fait la campagne ayant connu le plus de succès parmi la quinzaine de projets de microélimination du virus subventionnés au pays par la compagnie pharmaceutique Gilead Canada l'an dernier.

C'est une hausse substantielle par rapport aux 150 patients traités en 2017 par la coopérative. «On peut dire que c'est un petit exploit », dit humblement Amélie Bédard, coordonnatrice.

La clinique travaille ni plus ni moins à «éradiquer» l'hépatite C, une inflammation qui peut mener à la cirrhose (maladie du foie) et même au cancer du foie si elle n'est pas prise en charge.

Est-ce un objectif réaliste ? «C'est une bonne question. Je ne le sais pas, mais j'aimerais croire que oui. Je pense que le

seuil peut diminuer, mais il restera toujours des cas marginaux, évidemment », répond Mme Bédard.

CLIENTÈLES

Fidèle à sa mission, le personnel de SABSA a orienté ses interventions vers les consommateurs de drogue, les itinérants et les personnes souffrant de maladies mentales, autant de clientèles moins enclines à se rendre dans le réseau de la santé traditionnel.

Sans ce travail de terrain, «il y a bien des gens qui seraient laissés pour compte », reconnaît Amélie Bédard. On estime pourtant que 70 % des personnes utilisatrices de drogues par injection sont infectées par l'hépatite C, contre 0,8 % de la population canadienne.

«Ce sont quand même des médicaments d'exception. Il faut que les infirmières fassent des démarches auprès de la RAMQ, faire autoriser le traitement, s'assurer que les gens vont bien aller à

© 2019 Le Journal de Québec. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190531-OR-82335e00-8369-11e9-baf1-7902605ed401

la pharmacie chercher le médicament, qu'ils viennent prendre leur prise de sang de suivi, mais aussi qu'ils ont de la nourriture dans le frigo et qu'ils sont bien logés », énumère Mme Bédard.

DE LONGUE HALEINE

Amélie Bédard espère que ce travail de longue haleine sera éventuellement payant. «C'est sûr que ça demande un minimum de prise en charge, de suivi et d'accompagnement, mais on pense que ça vaut la peine et que c'est important. Il y a juste à voir la fierté dans les yeux de quelqu'un qui a guéri », dit-elle.

L'augmentation du nombre de personnes traitées par la clinique sociale ne signifie pas pour autant que le virus est en recrudescence à Québec, précise Mme Bédard. «C'est juste qu'on rejoint mieux les patients », analyse-t-elle.

La clinique estime que le succès de son programme milite en faveur d'un meilleur financement de ses activités par le gouvernement du Québec.

La ministre de la Santé, Danielle McCann, a renouvelé son appui à l'organisme au début du mois de mai, mais la hauteur de la subvention fait toujours l'objet de pourparlers.

Dépistage de l'hépatite C par la coopérative SABS - 220 porteurs du virus identifiés en 2018. - 890 personnes traitées depuis 2011. L'hépatite C au Québec - 40000 à 75000 personnes infectées dans la province * SOURCES : COOPÉRATIVE SABS ET INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC

LES DROITS D'AUTEUR DE CE CONTENU APPARTIENNENT À MEDIAQMI INC. AUCUN ARTICLE DE CE CONTENU NE PEUT ÊTRE REPRODUIT, AFFICHÉ SUR UN SITE WEB OU DISTRIBUÉ DE QUELQUE FAÇON QUE CE SOIT.

Note(s) :

Le Journal de Québec

CISION

Nom de la source

Canada NewsWire (français)

Type de source

Presse • Communiqués de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Mardi 28 mai 2019 • 08:19:00 UTC -0400

Canada NewsWire (français) • 1848 mots

Onze initiatives canadiennes reçoivent une subvention pour les aider à éliminer l'infection chronique par le virus de l'hépatite C dans les populations exposées à un risque élevé

Gilead Sciences, Inc.

Il est possible d'éliminer l'hépatite C comme menace à la santé publique. ~

MISSISSAUGA, ON, le 28 mai 2019 /CNW/ - Afin de contribuer à concrétiser l'engagement pris par le Canada envers l'objectif de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) d'éliminer l'infection chronique par le virus de l'hépatite C d'ici 2030, Gilead Sciences Canada, Inc. (Gilead Canada) a annoncé aujourd'hui l'octroi de subventions destinées à appuyer des projets de micro-élimination du VHC. L'objectif des subventions est de soutenir les initiatives locales dans tout le pays afin de détecter les cas d'hépatite C chronique et d'assurer leur prise en charge médicale. Cette année, 11 projets ont été sélectionnés dans le but d'assurer la prise en charge médicale de certaines des populations les plus difficiles à atteindre qui sont exposées à un risque élevé d'infection par le VHC. Ces populations incluent notamment les consommateurs de drogues injectables, les personnes défavorisées et les sans-abri, les personnes co-infectées par le VIH, les immigrants et les réfugiés, les anciens détenus et les travailleurs du sexe l. Ce programme lancé par Gilead Canada en 2018 a per-

mis d'octroyer un total de 25 subventions à ce jour.

L'Équipe de santé familiale universitaire de l'Hôpital St. Michael à Toronto (St. Michael's Hospital Academic Family Health Team) est l'un des bénéficiaires des subventions de cette année. Bon nombre des 45 000 patients provenant d'horizon divers et exposés à un risque élevé de VHC sont répartis dans six établissements du centre-ville, notamment des nouveaux immigrants, des personnes vivant dans la pauvreté, des sans-abri, des personnes co-infectées par le VIH, des personnes atteintes de troubles mentaux et des toxicomanes.

« Nous avons réalisé qu'environ 40 % de nos patients atteints du VHC n'avaient pas accès à des traitements vitaux et cela a eu l'effet d'un signal d'alarme. À présent, notre objectif est de guérir les patients atteints de l'infection par le virus l'hépatite C qui relèvent de notre pratique », a expliqué la Dre Tara Kiran, médecin au sein de l'Équipe de santé familiale universitaire de l'Hôpital St. Michael à Toronto. « En formant les médecins de famille à traiter les patients atteints du VHC, nous serons en mesure d'en guérir un plus grand nombre et de contribuer à l'éradi-

© 2019 Canada NewsWire. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190528-FW-0c0563

cation de la maladie. »

Le Dr Edward Tam, directeur médical du LAIR Centre à Vancouver et bénéficiaire de la subvention en 2019, envisage de concevoir un nouveau modèle de soins visant à soutenir les patients ayant reçu un diagnostic d'infection par le VHC en même temps qu'ils sont traités pour leur toxicomanie. Grâce à une collaboration avec le Dr Jay Wortman, médecin local, la subvention permettra de repérer les patients traités par des agonistes des opioïdes pour leur toxicomanie qui sont également atteints du VHC et de leur fournir du soutien dans le même établissement.

« De nombreux médecins qui prescrivent des agonistes des opioïdes aux patients souffrant de toxicomanie ne connaissent pas le traitement du VHC, et c'est irréaliste de penser que ces patients trouveront un deuxième spécialiste pour accéder au traitement du VHC, a expliqué le Dr Tam. Nous devons en faire plus pour faciliter le traitement simultané des toxicomanies et du VHC dans le même établissement. Nous prévoyons que cette stratégie sera viable et efficace et permettra de progresser vers l'élimination du VHC. »

« Nous reconnaissons que la science ne suffira pas à éliminer le fardeau que représente l'hépatite C pour les patients, notre système de santé et la société canadienne dans son ensemble », a déclaré Kennet Brysting, directeur général, Gilead Sciences Canada. « En collaboration avec les bénéficiaires de nos subventions, nous pouvons prendre des mesures collectives afin de mettre en place des stratégies et des programmes efficaces de micro-élimination du VHC au Canada et de contribuer à l'éradication du VHC à l'échelle mondiale. »

« Nous pouvons déjà constater les résultats positifs de nos efforts de micro-élimination déployés l'an dernier. »

Le mandat de 2018 a permis de traiter 193 personnes difficiles à atteindre dans la région de Québec

Après avoir bénéficié d'une subvention en 2018, la Coopérative de solidarité **SABSA** (située à Québec) s'est efforcée de repérer les personnes vulnérables atteintes du VHC qui vivent dans la région, notamment les consommateurs de drogues et les personnes ayant vécu l'itinérance. **SABSA** a fourni des soins à 71 patients, notamment en les accompagnant à leurs rendez-vous médicaux et en leur offrant des services de soutien pour répondre aux besoins associés au logement, à l'alimentation et au traitement afin d'assurer leur rétention et leur observance thérapeutique. Au total, **SABSA** a dépassé ses objectifs, a repéré 220 personnes atteintes du VHC, puis assuré la prise en charge médicale de 193 patients.

Bénéficiaires des subventions versées pour la micro-élimination du VHC en 2019

Les bénéficiaires des subventions ont été sélectionnés en fonction de leur capacité à faire la démonstration d'un plan pour réaliser de nouveaux projets de micro-élimination axés sur des initiatives locales, intégrées et ciblées dans des milieux ou des contextes à forte prévalence, et permettant d'augmenter la prévention, le dépistage, le diagnostic et la prise en charge du VHC. Voici la liste complète des bénéficiaires des subventions versées pour la micro-élimination du VHC en 2019 :

Organisation : LAIR Centre (Vancouver, C.-B.)

Titre du projet : « Eliminate C in OAT » (Opiate Agonist Therapy) [Éliminer l'hépatite C grâce au traitement par les agonistes opioïdes ou TAO]

Principale population de patients : Toxicomanes

Organisation : Cool Aid Community Health Centre (Victoria, C.-B.)

Titre du projet : « INHOME »

Principale population de patients : Personnes co-infectées par le VHC/VIH

Organisation : Community Based Research Centre Society (Vancouver, C.-B.)

Titre du projet : « The Feasibility and Acceptability of Online Screening, At-Home Dried Blood Spot Collection, and Peer-Based Linkage to Care for HCV Micro-Elimination in British Columbia »

(Faisabilité et acceptation du dépistage en ligne, prélèvement de gouttes de sang séché à domicile et prise en charge médicale par des pairs visant la micro-élimination du VHC en Colombie-Britannique)

Principale population de patients : Personnes co-infectées par le VHC/VIH

Organisation : St. Michael's Hospital Academic Family Health Team (Toronto, Ont.)

Titre du projet : « Micro-Elimination of Hepatitis C in a High-Risk Urban Family Health Team by Providing Support for Primary Care Providers to Scale Up Treatment » (La micro-élimination de l'hépatite C menée par une équipe de santé familiale oeuvrant auprès d'une population urbaine à risque élevé en

soutenant les professionnels de la santé pour qu'ils élargissent l'accès au traitement)

Principale population de patients : Patients vulnérables des établissements cliniques associés à l'hôpital

Organisation : Réseau ACCESS Network (Sudbury, Ont.)

Titre du projet : « The Sudbury/Manitoulin Micro-Elimination Project » (Projet de micro-élimination de l'hépatite C dans la région de Sudbury/Manitoulin)

Principale population de patients : Consommateurs de drogues injectables

Organisation : Kitchenuhmaykoosib Inninuwug (Big Trout Lake, Ont.)

Titre du projet : « The Elimination of Hepatitis C Infection in Kitchenuhmaykoosib Inninuwug First Nation » (L'élimination de l'infection par l'hépatite C au sein de la Première Nation de Kitchenuhmaykoosib Inninuwug)

Principale population de patients : Autochtones

Organisation : Dalhousie Healing Support Fund (Toronto, Ont.)

Titre du projet : « Telemedicine Enhanced Expanded Medical Access Partnership »

An Innovative Approach to Micro-Elimination » (Renforcement du partenariat pour l'élargissement de l'accès au traitement par la télémédecine)

Principale population de patients : Toxicomanes

Organisation : Dopamine (Montréal, Qc)

Titre du projet : « Dopamed and HCV Micro-Elimination » (Dopamed et la micro-élimination du VHC)

Principale population de patients : Consommateurs de drogues injectables

Organisation : Centre L'Envolée de Granby (Shefford, Qc)

Titre du projet : « Micro-Elimination of Hepatitis C Among the Incarcerated/Formerly Incarcerated » (Micro-élimination du virus de l'hépatite C chez les détenus et ex-détenus)

Principale population de patients : Détenus

Organisation : Pacte de Rue Inc. (Salaberry-de-Valleyfield, Qc)

Titre du projet : « Street Doctor and Community Care Project » (Projet de médecine de rue et de soins communautaires)

Principale population de patients : Consommateurs de drogues injectables

Organisation : CAPAHC - Centre Associatif Polyvalent d'Aide Hépatite C (Montréal, Qc)

Titre du projet : « HCV Screening in the Pakistani Community in Montreal » (Dépistage du VHC dans la communauté pakistanaise de Montréal)

Principale population de patients : Immigrants

À propos de la micro-élimination du VHC

La micro-élimination est un concept qui consiste à éradiquer le VHC dans des segments définis de la population afin d'éliminer progressivement la maladie à

l'échelle nationale. La micro-élimination est un moyen pragmatique d'établir des objectifs d'élimination réalistes, de fournir des ressources et de soutenir l'expertise locale pour adapter, réaliser et étendre la portée des interventions. Les segments de la population à cibler pour la micro-élimination de l'hépatite C peuvent inclure les personnes vivant dans des contextes et des régions géographiques particuliers, ainsi que certaines sous-populations et cohortes d'âge, notamment les personnes atteintes de co-infection par le VIH2.

À propos du VHC au Canada

Selon les estimations, 290 000 Canadiens sont atteints d'une hépatite C chronique et des milliers de nouveaux cas sont diagnostiqués chaque année3. Selon les estimations, environ 44 % des personnes atteintes d'une infection chronique par le VHC ne le savent pas4. Il existe six génotypes du VHC, si l'infection par le VHC n'est pas traitée, elle peut avoir de graves conséquences et causer une cirrhose, un cancer et d'autres complications menaçant le pronostic vital. Les populations qui présentent un risque accru d'infection par le VHC sont, notamment, les consommateurs de drogues injectables, les baby-boomers nés entre 1945 et 1975, les gens qui ont reçu des produits sanguins contaminés ou qui ont subi des interventions effractives dans des établissements de soins de santé dont les pratiques en matière de lutte anti-infectieuse étaient inadéquates, les personnes dont les partenaires sexuels sont atteints du VHC, les personnes infectées par le VIH, les détenus ou les ex-détenus, ainsi que les personnes qui ont des tatouages ou des perçages5.

À propos de Gilead Sciences

Gilead Sciences est une compagnie biopharmaceutique vouée à la découverte, au développement et à la commercialisation de médicaments novateurs dans des domaines où les besoins médicaux ne sont pas satisfaits. L'entreprise s'est donné pour mission d'améliorer les soins des patients souffrant de maladies menaçant le pronostic vital. Gilead a des filiales dans plus de 35 pays à travers le monde, avec son siège social à Foster City, en Californie. Gilead Sciences Canada, Inc. est la filiale canadienne de Gilead Sciences, Inc. Elle a été établie à Mississauga (Ontario) en 2006.

Pour de plus amples renseignements sur Gilead Sciences, veuillez consulter le site Web de la société à l'adresse www.gilead.com, suivre Gilead sur Twitter (@GileadSciences) ou appeler le service des Relations publiques de Gilead au 1 800 GILEAD-5 ou au 1 650 574-3000.

1 Organisation mondiale de la Santé. Aide-mémoire sur l'hépatite C. Mis à jour en octobre 2017.2. CATIE : <https://www.catie.ca/fr/pdm/print-emps-2019/microelimination-hepatite-c-voie-vers-atteinte-objectifs-elimination-nationaux3>. Institute for Health Metrics and Evaluation, IHME Hepatitis Facts, IHME. Consulté le 3 août 2018.4. Agence de santé publique du Canada. Rapport sur l'hépatite B et l'hépatite C au Canada : 2014.5. Organisation mondiale de la Santé. Aide-mémoire sur l'hépatite C. Mis à jour en octobre 2017.

SOURCE Gilead Sciences, Inc.

Consulter le contenu original : <http://www.newswire.ca/fr/releases/>

[archive/May2019/28/c0563.html](https://www.newswire.ca/fr/releases/2019/05/28/c0563.html)

Contact

Sarey Wulf, Relations et communications avec les intervenants à l'échelle nationale, Gilead Sciences Canada, Inc., 905-363-8036

Note(s) :

co.186404

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Jeudi 2 mai 2019

Le Soleil (Québec, QC) • no. Vol. 123 n° 105 • p. 14 • 521 mots

Aussi paru dans

1 mai 2019 - Le Soleil (Québec, QC) (site web)
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

Québec financera la clinique **SABSA**

Élisabeth Fleury

p. 14



Québec financera la coopérative sans médecin **SABSA**, a confirmé mercredi la ministre de la Santé, Danielle McCann, lors de l'étude des crédits de son ministère.

Questionnée par le péquiste Sylvain Gaudreault, la ministre a précisé que le financement de la clinique du quartier Saint-Roch sera «sur trois ans, renouvelable». Aucun montant n'a été avancé, le ministère de la Santé et le CIUSSS de la Capitale-Nationale étant toujours en discussion. On sait toutefois que pour 2020, la clinique aurait un manque à gagner de 330 000 \$, a rapporté le député Gaudreault.

Selon la ministre McCann, le dossier serait sur le point d'être réglé. «Il est presque réglé. On est dans l'antichambre» d'un règlement, a-t-elle dit, précisant que l'annonce sera faite d'ici la fin de la session parlementaire.

La clinique **SABSA** offre environ 3600 consultations par année à des patients qui ont pour la majorité une situation et un état de santé précaires (hépatite C, VIH, toxicomanie, problèmes de santé mentale, souvent pas de carte d'assurance maladie et sans médecin de famille dans 64 % des cas).

À l'heure actuelle, l'entente entre le gou-

Photothèque le Soleil, Patrice Laroche

Lors de l'étude des crédits de son ministère, la ministre de la Santé Danielle McCann a précisé que le financement de la coopérative sans médecin **SABSA**, située dans le quartier Saint-Roch, sera «sur trois ans, renouvelable».

vernement du Québec et **SABSA** ne prévoit que le paiement des fournitures médicales et du salaire de l'infirmière praticienne spécialisée (IPS) Isabelle Têtu. Une travailleuse sociale est également «prêtée» par le CIUSSS de la Capitale-Nationale à la clinique trois jours par semaine. Le reste, notamment les frais d'exploitation, doit être assumé par la coopérative, qui doit organiser des campagnes de financement chaque année pour assurer sa survie.

En mars, la coopérative de solidarité a créé une fondation ayant pour mission de «stabiliser le financement» de la clinique afin que l'équipe puisse se concentrer sur sa mission de soins. Cette fondation est présidée par l'ex-députée de Taschereau, Agnès Maltais.

En entrevue au *Soleil*, l'ex-politicienne avait dit vouloir aider l'équipe de **SABSA** à convaincre le gouvernement d'augmenter le financement public de la clinique. «Il y a actuellement seulement 20 % de financement public, ça n'a aucun

© 2019 Le Soleil (Québec, QC). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certifié émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190502-LS-0014

sens», déplorait-elle, tout en convenant que même en augmentant substantiellement le financement public de **SABSA**, «on aura toujours besoin de fonds privés».

«Exception à la règle»

Plus tôt dans la journée, mercredi, la ministre McCann a déclaré en conférence de presse qu'il n'était pas question de créer et de financer au Québec des cliniques «solos» d'IPS. Pendant l'étude des crédits de son ministère, elle a précisé que **SABSA** était une clinique «unique» et qu'elle était «l'exception à la règle».

Danielle McCann a par ailleurs mentionné que son ministère et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec cherchaient des médecins partenaires pour **SABSA**. Le Dr André Fréchette, qui collabore avec **SABSA**, le fait bénévolement depuis les débuts de la coopérative et il prendra éventuellement sa retraite, a-t-elle expliqué. «On travaille à partir de la lettre d'entente 226» pour trouver une façon de rémunérer les médecins partenaires de **SABSA**, a précisé la ministre de la Santé.

efleury@lesoleil.com

LE DEVOIR

Nom de la source

Le Devoir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

p. a3



Jeudi 2 mai 2019

Le Devoir • p. A3 • 585 mots

Santé

L'autonomie des infirmières praticiennes bientôt reconnue

Isabelle Porter

Pour la ministre de la Santé, Danielle McCann, il s'agit d'un " pas de géant " qui va permettre aux patients d'avoir un accès plus rapide aux soins de première ligne.

Ce changement découle d'une entente entre le Collège des médecins et l'Ordre des infirmières, qui se tenaient côte à côte pour en faire l'annonce mercredi matin au parlement. En février, le Collège avait accepté de laisser les IPS poser des diagnostics pour six maladies chroniques (diabète, hypertension, hypercholestérolémie, asthme, maladie pulmonaire obstructive chronique et hypothyroïdie). Or, il a accepté depuis qu'elles évaluent tous les problèmes de santé courants.

Concrètement, cela signifie que les patients traités en première ligne par une IPS n'auront plus besoin de voir leur médecin par la suite pour qu'il confirme ses recommandations, a expliqué la présidente de l'Association des IPS, Christine Laliberté, en marge d'une annonce mercredi. Les IPS pourront poser des diagnostics, prescrire des médicaments et proposer des traitements.

Pas de cliniques d'infirmières

Quant aux médecins, ils y gagneront aussi au change, croit le président du Collège, Mauril Gaudreault.

" Ils vont avoir plus de temps pour traiter des problèmes à la hauteur de leurs compétences ", a-t-il fait valoir.

Selon M. Gaudreault, cette ouverture " fait consensus au sein de la communauté médicale ". La réflexion à ce sujet, dit-il, s'est faite graduellement ces dernières années.

Du côté de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ), on a reçu la nouvelle avec un enthousiasme plus modéré mercredi. " On n'a pas de réaction particulière, a déclaré son porte-parole, Jean-Pierre Dion. On attend de voir le projet de loi. "

Les médecins de famille ont au moins été rassurés sur un point : la ministre n'a pas l'intention de permettre la création de cliniques d'infirmières parallèles à celles où travaillent les médecins.

" Pour nous, ce qui est important, en pratique, c'est que les IPS et les médecins continuent de travailler ensemble ", a dit M. Dion.

L'exception SABSA

" Je pense que c'est beaucoup plus porteur, dans un modèle québécois, d'avoir une pratique multidisciplinaire ", avait déclaré à ce propos Mme McCann lors de l'annonce. Des propos qui ont suscité l'inquiétude du Parti québécois.

© 2019 Le Devoir. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20190502-LE-2019-05-02_553346

Plus tard en commission parlementaire, le député Sylvain Gaudreault a demandé ce qu'il adviendrait de la clinique infirmière **SABSA** à Québec qui dessert les laissés-pour-compte du système depuis 2015. Or la ministre s'est montrée rassurante à cet égard. **SABSA**, a-t-elle dit est "essentielle", mais il s'agit d'une exception.

Compensations

Au cours de la journée, les libéraux et Québec solidaire ont quant à eux invité la ministre de la Santé à aller plus loin vers l'autonomie des infirmières en abolissant les compensations de 60 000 \$ offertes aux groupes de médecins qui travaillent avec des IPS. Questionnée à cet égard, Mme McCann avait laissé entendre en matinée que cela n'est pas exclu. "Il y aura des ajustements, sûrement. Là, je ne peux pas vous donner de précisions là-dessus, je pense qu'il y a des discussions à avoir", a-t-elle dit.

Le Québec compte environ 600 infirmières praticiennes spécialisées à l'heure actuelle. Ces dernières possèdent une maîtrise en sciences infirmières et en sciences médicales. La plupart sont spécialisées en soins de première ligne, mais certaines ont une spécialité en pédiatrie, en santé mentale ou en néonatalogie.

Il faudra toutefois attendre au moins un an pour voir l'ensemble de ces changements se décliner dans le réseau. Le gouvernement doit d'abord adopter des règlements pour encadrer la pratique, puis faire adopter une loi qui permettra aux IPS de ne plus relever de la Loi médicale.



Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Jeudi 2 mai 2019

Le Soleil (Québec, QC) • no. Vol. 123 n° 105 • p. 6 • 1244 mots

Aussi paru dans

- 1 mai 2019 - Le Soleil (Québec, QC) (site web)
- Le Droit (Ottawa, ON) (site web)
- Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (site web)
- Le Quotidien (Saguenay, QC) (site web)
- Le Soleil (Québec, QC) (tablette)
- Le Droit (Ottawa, ON) (tablette)
- Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (tablette)
- Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)
- La Tribune (Sherbrooke, QC) (tablette)
- La Voix de l'Est (Granby, QC) (tablette)

p. 6



Une ouverture sans précédent

Les médecins cèdent aux infirmières l'encadrement du travail des IPS

Élisabeth Fleury

Dans un élan d'ouverture sans précédent, le Collège des médecins du Québec (CMQ) estime désormais que la Loi médicale et ses règlements ne sont plus le véhicule légal approprié permettant d'encadrer les activités médicales des infirmières praticiennes spécialisées (IPS). Il remet ainsi la responsabilité à l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) d'encadrer par une réglementation les rôles et les conditions d'exercice de ces professionnelles.

En conférence de presse, mercredi matin, le président du CMQ, le Dr Mauril Gaudreault, a annoncé que son ordre professionnel recommandait au gouvernement «d'utiliser d'autres outils législatifs à sa disposition pour préciser les rôles, les responsabilités et les conditions d'exercice des IPS, en collaboration avec le ministère de la Santé, l'Office des professions du Québec et l'OIIQ».

Il faut, a-t-il dit, que les IPS soient autorisées à exercer des activités médi-

Photothèque Le Soleil

Le président du Collège des médecins, Dr Mauril Gaudreault, considère que les IPS doivent exercer à la hauteur de leur compétence et de leurs connaissances, sans passer par le sceau obligatoire des médecins.

cales «à la hauteur de leurs compétences et de leurs connaissances», en vertu d'une loi du gouvernement et d'une réglementation de leur ordre professionnel, et non plus en vertu de la Loi médicale.

Jusqu'ici, tout nouveau pouvoir confié aux IPS devait passer par un laborieux processus de discussion et de négociation entre le CMQ et l'OIIQ. Selon le Dr Gaudreault, «nous sommes rendus à l'étape où l'OIIQ peut assumer pleinement la responsabilité de l'encadrement des IPS sans passer par le sceau obligatoire de l'approbation du Collège des médecins».

«Comme je l'ai dit souvent au cours des six derniers mois, le Collège des médecins n'a pas le monopole de la pro-

© 2019 Le Soleil (Québec, QC). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20190502-LS-0006

tection du public. Il doit partager cette mission avec tous les autres ordres professionnels», a-t-il déclaré.

La ministre de la Santé, Danielle McCann, a qualifié d'«historique» l'ouverture du Collège. «C'est un jour très important pour les Québécois et les Québécoises. Un jour qui marque une véritable révolution dans l'accès aux soins et aux services», a dit la ministre, qui a la conviction que «pour offrir meilleur accès, il faut entre autres décloisonner la pratique médicale en donnant plus de marge de manœuvre aux différents professionnels engagés dans le parcours de services».

Tant la ministre McCann que le Dr Gaudreault et le président de l'OIIQ, Luc Mathieu, ont assuré que les exigences envers les IPS en matière de certification, d'inspection professionnelle et de maintien des compétences seront toujours «très élevées».

Plus d'accès

Pour la population, les changements législatifs et réglementaires proposés, qui devraient être faits d'ici un an, permettront d'avoir plus d'accès aux services des IPS. Concrètement, en plus des problèmes de santé courants, les IPS pourront diagnostiquer l'ensemble des maladies chroniques (et non pas seulement les six pour lesquelles elles initiaient déjà des traitements) sans avoir à passer par un médecin, a indiqué la ministre Danielle McCann.

La présidente de l'Association des infirmières praticiennes spécialisées du Québec (AIPSQ), Christine Laliberté, a précisé au *Soleil* que des maladies comme l'arthrose, l'anémie, l'ostéoporose, le reflux gastro-œsophagien, l'eczéma et l'insuffisance rénale, par ex-

emple, pourront être diagnostiquées par une IPS.

«C'est sûr que ça ne veut pas dire qu'on va s'isoler avec ça. [...] Si un patient fait de l'insuffisance rénale, par exemple, c'est sûr qu'on va le référer. Il y a des choses qu'on va référer aux médecins de famille, d'autres aux médecins spécialistes. [...] Le fait de pouvoir diagnostiquer nous permet de référer nous-mêmes aux spécialistes. Le diagnostic, c'est comme la pierre angulaire. À partir du moment où tu peux poser des diagnostics, tu fais tes plans de traitement, tu fais ton suivi, tu réfères... Tout suit son cours, tout devient fluide», explique Christine Laliberté, qui se réjouit évidemment de l'ouverture démontrée par le Collège des médecins, une ouverture qu'elle attribue surtout au travail de sensibilisation et à la pression populaire.

«À l'Association, on a démontré la valeur ajoutée des IPS dans nos discussions avec le ministère de la Santé, avec le Collège... L'Ordre des infirmières est très sensibilisé, les gens, les médias reconnaissent l'apport des IPS. On était vraiment rendu là», croit Mme Laliberté, qui s'est battue pour que les IPS québécoises, qui sont les mieux formées au Canada, aient les mêmes pouvoirs que leurs consœurs des autres provinces.

Selon elle, «les IPS ont toujours été sécuritaires dans leur travail et elles vont le rester». «Quand c'est le temps de référer, on réfère. On reconnaît nos limites», insiste la présidente de l'AIPSQ.

Pas de cliniques d'IPS

Si, un mois après sa nomination, la ministre Danielle McCann s'était dit d'avis en entrevue au *Soleil* que les IPS pouvaient «très bien jouer leur rôle en de-

hors des murs des GMF» - «On est à l'ère numérique, on n'est pas obligé d'être dans le même édifice», avait-elle dit -, son discours avait changé, mercredi. Selon elle, il n'est pas question d'ouvrir des cliniques «solos» d'IPS. Celles-ci vont continuer de travailler dans un modèle de collaboration interprofessionnelle dans les groupes de médecine familiale (GMF), les CLSC et les hôpitaux, a-t-elle précisé.

Christine Laliberté estime pour sa part qu'il ne faut pas être fermé aux cliniques d'IPS. Elle cite l'exemple de **SABSA**, dont l'IPS collabore à distance avec des médecins partenaires, et du projet Archimède de la Clinique médicale Saint-Vallier, où il y a moins de médecins que de professionnelles de la santé, dont des IPS.

«Travailler en collaboration, c'est essentiel. On travaille tous avec des médecins partenaires. Qu'ils soient avec nous ou qu'ils ne soient pas avec nous, je ne pense pas que ce soit l'enjeu. L'enjeu, c'est si on est ensemble [dans un GMF, par exemple], il ne faut pas que ça nous limite [les IPS]. Dans la réalité, on est capables d'être seules. On le voit avec **SABSA** et Archimède. On est toutes seules dans nos milieux, et il y a des moments où les médecins sont là, d'autres où ils ne sont pas là. C'est ça qui rend le service optimal», expose la présidente de l'AIPSQ.

La Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) n'a pas réagi à l'annonce de mercredi, préférant attendre le dépôt du projet de loi, prévu pour l'automne. «Pour nous, ce qui est important, c'est de maintenir la collaboration actuelle et de maintenir les canaux de communication directs entre les médecins et les IPS, et ce, dans les

mêmes milieux de soins (GMF, CLSC ou établissement)», a néanmoins réitéré le porte-parole de la FMOQ, Jean-Pierre Dion.

Le ministère de la Santé est en discussion avec la FMOQ au sujet de la rémunération des médecins qui collaborent avec une IPS. Actuellement, un GMF reçoit 30 000 \$ par année pour rémunérer le travail de collaboration interprofessionnelle (discussion de cas), et un autre 30 000 \$ est versé au GMF pour l'utilisation d'un bureau, de matériel et de personnel par l'IPS. Avec les récentes annonces sur les nouveaux pouvoirs des IPS, les modalités de rémunération pourraient être revues.

Selon les plus récentes données du ministère de la Santé, environ 500 000 Québécois attendent au Guichet d'accès à un médecin de famille. Le Québec compte actuellement 600 IPS, mais le gouvernement projette d'en avoir 2000 d'ici 2023-2024.

efleury@lesoleil.com

Encadré(s) :

«À partir du moment où tu peux poser des diagnostics, tu fais tes plans de traitement, tu fais ton suivi, tu réfères... Tout suit son cours, tout devient fluide»

-Christine Laliberté, présidente de l'Association des infirmières praticiennes spécialisées du Québec

Nom de la source

Québec Hebdo (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Locale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mercredi 1 mai 2019

Québec Hebdo (site web) • 352 mots

Aussi paru dans1 mai 2019 - **Métro L'Appel (Sainte-Foy - Sillery, QC)**

Avancée locale pour éradiquer l'hépatite C

Par : La Rédaction

SOINS. La Coopérative de solidarité **SABSA**, située dans le quartier Saint-Roch, a réussi un exploit dans le domaine de la santé qui est souligné à travers le Canada en identifiant des personnes atteintes par l'hépatite C et en les accompagnant dans leurs traitements.

L'intervenant psychosocial Simon Vermette et les infirmières Isabelle Têtu et Marie-Christine Leclerc de la Coopérative de solidarité **SABSA** en collaboration avec des médecins spécialistes de la région de Québec ont identifié plus de 220 personnes atteintes par l'hépatite C au cours de la dernière année. De ce nombre, 193 patients ont amorcé un traitement et parmi eux, 71 ont reçu des services de l'intervenant prenant la forme d'accompagnement à des rendez-vous médicaux et de soutien dans différentes démarches d'aides variées.

Il s'agit du plus grand nombre de personnes qui ont été identifiées à l'intérieur d'une communauté au Canada au cours de la dernière année.

Les interventions ont été réalisées auprès de clientèles souvent marginalisées qui fréquentent peu ou pas les lieux de soins habituels. Dans le cadre de son travail, M. Vermette s'est créé un réseau auprès des organismes com-

munautaires et a également pu entrer en contact avec ces gens dans différents lieux dans la ville de Québec comme les refuges d'hébergement d'urgence et les soupes populaires.

Traiter précocement

Au Canada, on estime que 250 000 Canadiens vivent avec le virus de l'hépatite C chronique (VHC) et 44% ne sont pas au courant de leur infection. De nombreuses personnes vivent avec le VHC pendant 25 à 30 ans avant l'apparition des symptômes et l'avancement de la maladie du foie. Le diagnostic et le traitement précoces sont essentiels pour prévenir les complications futures de la maladie. Aujourd'hui, les traitements contre le VHC peuvent fournir une guérison complète de la maladie.

La Coopérative de solidarité **SABSA** a reçu de Gilead Sciences Canada une subvention pour la micro-élimination de l'hépatite C afin de faire progresser ce mandat, comme quatre autres organismes de la province. Les subventions sont accordées à des organismes locaux pour dépister et traiter les personnes vivant avec le VHC dans des populations prioritaires.

Cet article est paru dans Québec Hebdo (site web)

© 2019 Québec Hebdo (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190501-CHQ-001

<https://www.quebechebdo.com/local/journal-le-quebec-express/183706/avance-locale-pour-eradiquer-lhepatite-c/>



LE JOURNAL DE QUÉBEC

Nom de la source

Le Journal de Québec

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mercredi 13 mars 2019

Le Journal de Québec • p. 6 • 445 mots

AGNÈS MALTAIS À LA TÊTE DE LA FONDATION SABSA

L'EX-MINISTRE ACCOMPAGNE LA COOPÉRATIVE DEPUIS LE DÉBUT

JEAN-FRANÇOIS RACINE

Le Journal de Québec

L'ex-députée de Taschereau Agnès Maltais a été nommée présidente de la Fondation SABSA, un organisme qui oeuvre auprès des clientèles vulnérables.

Le Journal de Québec

La Fondation vise à assurer l'avenir de la Coopérative de solidarité SABSA, une clinique médicale sans médecin de Québec.

L'objectif est de soutenir les infirmières et les intervenantes afin qu'elles puissent offrir des services de soins de santé à une clientèle qui éprouve des difficultés d'accès au système.

Députée de la circonscription de Taschereau de 1998 à 2018, Mme Maltais a accompagné la coopérative depuis ses débuts en 2011. La clinique est située dans le quartier Saint-Roch.

REFUSÉS DANS LES HÔPITAUX

«C'est assez exceptionnel ce que fait la clinique SABSA. Ils sont financés à seulement 20 % par le réseau public et ils ne pourront jamais l'être à 100 % parce qu'elle ne fonctionne pas dans les normes. Ils reçoivent des gens qui n'ont pas de carte d'assurance-maladie, qui errent dans la rue, qui sont parfois refusés dans les hôpitaux. On a besoin d'eux », explique Mme Maltais.

PHOTO D'ARCHIVES, JEAN-FRANÇOIS DESGAGNÉS

Agnès Maltais a été nommée présidente de la Fondation SABSA. Après une pause bien méritée, l'ancienne députée et ministre du Parti québécois, ici photographiée en mars 2018 à l'Assemblée nationale, affirme qu'elle ne cherche pas d'emploi.

L'impact est donc extrêmement positif sur la santé de personnes autrefois laissées sans ressources.

«C'est la seule clinique au Québec qui fonctionne comme ça. On bâtit une fondation pour s'assurer qu'elle dure dans le temps. Ça me tient à coeur. La Fondation permettra de lever des fonds pour que les infirmières se concentrent sur leur véritable mission qui est de soigner », a déclaré l'ancienne politicienne.

DES BESOINS IMPORTANTS

«Nous accueillons la nomination de Mme Maltais avec beaucoup d'enthousiasme et de fébrilité au sein du conseil d'administration. Nous sommes persuadés que son engagement aura des impacts positifs sur le rayonnement de notre Fondation », a déclaré Isabelle Têtu, cofondatrice de la coopérative et in-

© 2019 Le Journal de Québec. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20190313-OR-d616e740-4556-11e9-a7cb-9715a88807d5

firmière praticienne spécialisée en première ligne.

La clinique qui offre environ 3600 consultations par année a besoin d'un montant considérable pour maintenir ses services.

Élue à six reprises pendant 20 ans, Agnès Maltais ne s'est pas représentée lors du dernier scrutin qui a porté la CAQ au pouvoir. Elle termine actuellement une pause de six mois qu'elle apprécie.

«J'ai deux ou trois engagements comme bénévole. Je travaillais depuis l'âge de 16 ans. Je m'amuse et je sens un grand vent de liberté ! Je fais beaucoup de plein air », a-t-elle confié.

«C'EST ASSEZ EXCEPTIONNEL CE QUE FAIT LA CLINIQUE SABSA.»

-Agnès Maltais, ex-ministre du PQ

Note(s) :

Le Journal de Québec

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mardi 12 mars 2019 • 04h00 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 646 mots

Aussi paru dans

- 11 mars 2019 - Le Soleil (Québec, QC) (tablette)
- 12 mars 2019 - Le Soleil (Québec, QC)

Agnès Maltais à la tête de la Fondation SABSA

Élisabeth Fleury

Le Soleil

La coopérative de solidarité SABSA a créé une fondation afin de «pérenniser son travail auprès des clientèles vulnérables». Et c'est l'ex-députée de Taschereau Agnès Maltais qui la présidera, a appris Le Soleil.

La Fondation SABSA aura pour objectif de «supporter les infirmières et les intervenantes de la coopérative de solidarité pour qu'elles puissent continuer d'offrir des services de soins de santé à une clientèle vulnérable qui éprouve des difficultés d'accès au système», annoncera-t-on mardi.

La clinique SABSA offre environ 3600 consultations par année à des patients qui ont pour la majorité une situation et un état de santé précaires (hépatite C, VIH, toxicomanie, problèmes de santé mentale, souvent pas de carte d'assurance maladie et sans médecin de famille dans 64 % des cas).

Or à l'heure actuelle, l'entente entre le gouvernement du Québec et SABSA ne prévoit que le paiement des fournitures médicales et du salaire de l'infirmière praticienne spécialisée (IPS) Isabelle Têtu. Une travailleuse sociale est également «prêtée» par le CIUSSS de la Capitale-Nationale à la clinique trois jours



Photothèque Le Soleil, Patrice Laroche

Députée de 1998 à 2018, Agnès Maltais, qui appuie SABSA depuis ses débuts, a accepté sans hésiter de prendre la présidence de la Fondation.

par semaine. Le reste, notamment les frais d'exploitation, doit être assumé par la coopérative, qui doit organiser des campagnes de financement chaque année pour assurer sa survie.

Députée de 1998 à 2018, Agnès Maltais, qui appuie SABSA depuis ses débuts, a accepté sans hésiter de prendre la présidence de la Fondation. «J'ai vu à quel point des gens vulnérables, sans carte d'assurance-maladie, avaient de la difficulté à avoir accès aux soins. Quand SABSA est arrivée, ça a complètement

© 2019 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20190312-LSW-aa6b20be30b35fafa675931684ee400d

changé le portrait», a témoigné M me Maltais en entrevue au *Soleil*, lundi.

M me Maltais explique que la Fondation, qui débutera officiellement ses activités mardi, aura pour mission de «stabiliser le financement» de la clinique afin que l'équipe puisse se concentrer sur sa mission de soins.

«Idéalement, il faudra voir plusieurs années à l'avance. Il ne faut plus que **SABSA** vive des situations de crise comme elle en a vécu et qu'elle soit obligée de lever des fonds à toute vitesse. La Fondation aura son site Internet, sera active toute l'année, et un plus grand événement-bénéfice sera tenu à l'automne», précise l'ex-députée, qui pourra compter sur l'appui de quatre autres membres du conseil d'administration, dont Isabelle Têtu, cofondatrice de **SABSA**. L'objectif pour cette année est d'amasser 120 000\$, mentionne M me Maltais.

Trop faible financement public

L'ex-politicienne entend aussi aider l'équipe de **SABSA** à convaincre le gouvernement d'augmenter le financement public de la clinique. «Il y a actuellement seulement 20 % de financement public, ça n'a aucun sens», estime-t-elle, tout en convenant que même en augmentant substantiellement le financement public de **SABSA**, «on aura toujours besoin de fonds privés».

«Je pense qu'il y a actuellement au gouvernement une oreille favorable à **SABSA** et aux IPS. On verra si ça se concrétise au prochain budget», dit Agnès Maltais. Ce financement public est d'autant justifié selon elle que de plus en plus de patients se tournent vers **SABSA** depuis que des sans rendez-vous, dont celui du CLSC Haute-Ville, ont fermé leurs portes à la clientèle orpheline dans

la capitale. «M. et M me Tout le monde ont du mal à avoir un médecin de famille, et pour eux aussi, l'accès à **SABSA** est très facile», souligne-t-elle.

Chez **SABSA**, on accueille la nomination de M me Maltais au sein du conseil d'administration avec «beaucoup d'enthousiasme et de fébrilité». «Nous sommes persuadés que son engagement aura des impacts positifs sur le rayonnement de notre fondation», a commenté Isabelle Têtu.

Cet article est paru dans Le Soleil (Québec, QC) (site web)

<https://www.lesoleil.com/actualite/sante/agnes-maltais-a-la-tete-de-la-fondation-sabsa-aa6b20be30b35fafa675931684ee400d>

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2019-03-11 à 22h22 HE.



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mardi 12 mars 2019

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 403 mots

Agnès Maltais à la tête d'une fondation pour la clinique SABSAs

Alexandre Duval

Fraîchement retraitée de la politique, l'ex-députée de Taschereau reprend du service. Agnès Maltais a été nommée à la tête d'une fondation dont la mission est d'assurer la pérennité financière de la clinique sans médecin SABSAs, à Québec.

Bien qu'elle desserve une clientèle majoritairement vulnérable, SABSAs est financée « à 80 % par des fonds privés », rappelle Mme Maltais, ajoutant du même souffle qu'il s'agit d'une proportion « énorme ».

Au cours des dernières années, d'ailleurs, des cris du coeur ont été lancés pour sauver la coopérative. Mme Maltais allait systématiquement au front lorsqu'elle était députée, connaissant l'importance de cette clinique dans le quartier Saint-Roch.

« J'ai vu des gens qui venaient à mon bureau sans ressource, souvent, ou n'ayant pas accès à des réseaux de santé. Je les ai vus tout à coup avoir de l'espoir, avoir des soins, être suivis régulièrement », raconte Mme Maltais.

Une salle de consultation à la clinique SABSAs. Photo : Radio-Canada / Carl Boivin C'est pourquoi elle n'a pu faire autrement que d'accepter la présidence de la Fondation SABSAs lorsqu'on l'a approchée, il y a environ un mois.

À son avis, cette fondation est l'outil

idéal pour assurer la santé financière de la coopérative. « Ça permet de recevoir des dons plus importants, de les étaler peut-être des fois sur plusieurs années. »

Ça permet de faire des campagnes officielles, ça permet de donner des reçus de charité aussi.

Agnès Maltais, présidente de la Fondation SABSAs Objectif : 120 000 \$ Mme Maltais explique que le budget de fonctionnement de SABSAs oscille annuellement entre 500 000 \$ et 600 000 \$. L'objectif de la nouvelle fondation sera de récolter 120 000 \$ chaque année.

Une vaste campagne de financement sera d'ailleurs lancée l'automne prochain. Mme Maltais et les quatre autres administrateurs de la fondation agiront tous à titre bénévole.

« Je pense qu'il faut aider les gens qui aident », illustre l'ex-politicienne. En ayant des administrateurs en charge du financement, les infirmières de la clinique pourront mieux se concentrer sur leur mission première : soigner.

La meilleure façon d'aider, c'est de soutenir SABSAs, qui [est menée par] des femmes qui réussissent à aller toucher des gens que jamais, individuellement, je n'arriverais à aider.

Agnès Maltais, présidente de la Fondation SABSAs SABSAs offre environ 3600 consultations par année. Près de 70 % de

© 2019 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190312-CSQ-001

ses patients ont un problème lié à la santé mentale ou à la toxicomanie, ou sont atteints du VIH ou de l'hépatite C.

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1157827/agnes-maltais-fondation-sabsa-clinique-medicale-quebec>



Le Journal de Montréal (réf. site web)

12 mars 2019

Aussi paru dans

12 mars
2019

- Le Journal de Québec (site web réf.)

Nom de la source

Le Journal de Montréal (réf. site web)

Type de source

Presse • Presse Web référencée

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Clinique **SABSA** : Agnès Maltais nommée présidente de la fondation

QUÉBEC - L'ex-députée de Taschereau, Agnès Maltais, a été nommée à tête d'une fondation associée à une cause qui lui tient à coeur. Elle a accepté de présider la...

Lire la suite

<https://www.journaldemontreal.com/2019/03/12/clinique-sabsa--agnes-maltais-nomme-e-presidente-de-la-fondation>

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

web-20190312-OPW-118



leSoleil

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Samedi 23 février 2019 • 04h00 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 791 mots

Aussi paru dans	Date	Source
	22 février 2019	- Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)
		- La Tribune (Sherbrooke, QC) (tablette)
		- Le Soleil (Québec, QC) (tablette)
	23 février 2019	- Le Soleil (Québec, QC)
		- Le Droit (Ottawa, ON) (site web)
		- Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (site web)
		- Le Quotidien (Saguenay, QC) (site web)
		- La Tribune (Sherbrooke, QC) (site web)
		- La Voix de l'Est (Granby, QC) (site web)

Elles ne demandent pas la L.U.N.E

Mylène Moisan

Le Soleil

CHRONIQUE / Je sais, dans le meilleur des mondes, ça ne devrait pas exister, il ne devrait y avoir personne qui vit dans la rue, qui n'arrive pas à la fin du mois avec son chèque d'aide sociale pour plein de raisons.

Québec - Mais c'est comme ça.

Et dans ce cas-ci, ce sont des femmes à qui personne n'ouvre la porte quand elles cognent, parce qu'elles sont trop chaudes, trop gelées, trop poquées. En fait, il y a une seule porte qui s'ouvre, c'est celle du projet L.U.N.E, une maison pour celles qui n'ont absolument nulle part où aller.

Sans question, sans condition.

Sans jugement.

Des prostituées pour la plupart dont la vie est une grosse plaque de glace noire, qui ne savent plus trop comment reprendre pied. Chez L.U.N.E., elles ne trouvent pas seulement un toit, mais aussi une oreille.

Et de l'aide.

La porte s'ouvre toujours, mais elle se

Photothèque Le Soleil, Yan Doublet

Chez L.U.N.E., des prostituées qui ne savent plus trop comment reprendre pied ne trouvent pas seulement un toit, mais aussi une oreille.

referme parfois, faute de place, le quatre et demi de la rue Notre-Dame-des-Angeles ne fournit pas avec ses cinq lits et ses trois La-Z-Boys. On va même parfois au-delà de la capacité maximale de 12 personnes, on pousse jusqu'à 15, on ne peut pas faire plus que ça.

Le collègue Marc Allard en a parlé il y a un mois.

«On déborde tout le temps!» exposait la directrice du projet, Chantal Simoneau, qui déplorait le fait de devoir retourner des femmes à la rue, même par grand froid. En sachant qu'elle était la porte de la dernière chance, qu'aucune autre n'allait s'ouvrir.

© 2019 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190223-LSW-00d7f18d6bdec9027bce6e91c99efdb

Eh bien, si rien ne se passe d'ici le 1er avril, la porte de L.U.N.E pourrait être fermée elle aussi, pour toujours.

L'argent, encore.

Le refuge avait failli fermer en 2017, il avait été sauvé in extremis par une subvention fédérale d'une durée de 15 mois, il en reste un. Rebelote, le refuge se retrouve encore sans le sou, même si tout le monde s'entend qu'il répond à un réel besoin et qu'il fait sauver de l'argent au système de santé et au système de justice.

Mais ça, on ne le calcule pas.

Je suis toujours sidérée de voir des organismes comme L.U.N.E avoir à se battre pour assurer leur survie, à quémander à droite et à gauche pour grappiller un budget de crève-la-faim, avec lequel ils font des miracles. À vivre avec une épée de Damoclès, les montants accordés ont trop souvent une date d'expiration.

C'est fou le temps qu'ils passent à chercher de l'argent.

Que dis-je, à quêter.

Je vous ai parlé samedi dernier des plateformes de sociofinancement qui sont là, essentiellement, pour régler des problèmes qui ne devraient pas exister. Des gens qui se retrouvent malgré eux à demander la charité parce que la vie leur a fait une jambette, et qu'ils ne savent plus vers qui se tourner.

L.U.N.E. en est là, à ne plus savoir à quelle porte frapper.

Le refuge aimerait seulement être capable de rester ouvert jusqu'à la mi-mai, jusqu'à ce que les nuits se réchauffent. Pour que la rue, parce que c'est souvent

là où les filles vont se retrouver, soit plus clémente. Retour à la case départ, quand on avait réclamé un lieu où elles pourraient être en sécurité.

Ironique, non?

Cette campagne de sociofinancement me fait penser au cri du cœur lancé en 2016 par la clinique alternative **SABSA**, une coopérative de solidarité qui soigne des gens que le système de santé échappe, une «clientèle désaffiliée» dans le jargon du ministère. Trois ans plus tard, sa survie dépend toujours des dons qu'elle doit solliciter pour compléter le financement qu'elle reçoit, nettement insuffisant.

Elle doit quêter, encore.

Il me semble qu'on devrait aider les gens à aider les gens, pas leur mettre des bâtons dans les roues.

Si le refuge de L.U.N.E. devait fermer, ce ne serait pas seulement une «ressource d'hébergement» en moins. Ce serait une main qu'on ne tend plus vers ces femmes, exclues des exclues. Gandhi a dit : «On reconnaît le degré de civilisation d'un peuple à la manière dont il traite ses animaux». Que dirait-il d'un peuple qui les traite parfois mieux que ses semblables?

Pour donner un coup de pouce au refuge : www.gofundme.com/une-nuit-de-plus-en-securite.

Cet article est paru dans Le Soleil (Québec, QC) (site web)

<https://www.lesoleil.com/chroniques/mylene-moisan/elles-ne-demandent-pas-la-lune-00d7f18d6bdec90927bce6e91c99efdb>

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2019-02-23 à 14h38 HE.

Nom de la source

Le Journal de Québec

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mercredi 20 février 2019

Le Journal de Québec • p. 49 • 642 mots

Aussi paru dans

20 février 2019

- Le Journal de Québec (site web réf.)

HOMMAGE À L'EX-PRÉSIDENTE

PIERRE GINGRAS

L'International Pee-Wee BSR, en cours jusqu'à dimanche à l'Aréna BSR ainsi qu'à l'Aquaréna de Charny, rendra hommage ce soir, lors du cocktail des partenaires, à l'une de ses bénévoles, disparue au cours des derniers mois. Lina P. Cloutier, décédée le 11 octobre 2018, fut présidente du tournoi de 1998 à 2001. Le trophée de la classe A2 portera désormais le nom de Trophée Lina-P.-Cloutier. J'y reviendrai, en photo, cette semaine. Par ailleurs, depuis 2014, Bertrand Turmel est l'artiste peintre officiel du Tournoi international de hockey pee-wee de Québec. Encore cette année, il a réalisé une toile qui représente bien l'ambiance du rendez-vous annuel. Il a passé les derniers jours au Centre Vidéotron. Je vous en reparlerai aussi.

Souvenirs des pee-wee

En 1969, les Caravelles de Princeville surprennent en remportant la grande finale. Une première pour une formation du Québec. Princeville compte dans ses rangs GAÉTAN BOUCHER (photo), un petit attaquant exceptionnel. En sept parties, il récolte 24 buts, un record qui tient encore aujourd'hui.

Télébingo Rotary a 26 ans

Télébingo Rotary, organisme sans but lucratif regroupant les efforts des huit clubs Rotary et qui soutient annuellement plus de 40 organismes, a célébré récemment ses 26 ans. Le Télébingo Rotary rayonne auprès de nombreux organismes communautaires, notamment en ayant remis à ce jour une somme de plus de 8,3 millions de dollars et de 5,8 millions en lots hebdomadaires à ses fidèles auditeurs. Sur la photo, dans l'ordre habituel, YVON GIRARD, membre du CA ; DOMINIQUE BÉLANGER,

coanimatrice ; ANDRÉ HÉBERT, membre du CA ; ANNIE MARCOUX, coanimatrice ; et ANDRÉ DUMONT, président du CA de Télébingo Rotary.

Le chemin de Noël

C'est un chèque de 8605 \$ qui a été remis, le 23 janvier dernier, à la Coopérative de solidarité **SABSA**, somme générée par la présentation, en décembre 2018, au Palais Montcalm, du chemin de Noël, nouvelle tradition lancée par BERNARD LABADIE, en 2016, qui est un itinéraire poético-musical inspiré par A Festival of Nine Lessons and Carols, qui se tient chaque année depuis 1918 dans la chapelle du King's College, à Cambridge, en Angleterre. Le chemin de Noël sera de retour le 23 décembre 2019. Sur la photo, dans l'ordre habituel, HUGO SANSCHAGRIN, directeur général des Violons du Roy ; AMÉLIE BÉDARD, de la Coopérative de solidarité **SABSA** ; SYLVIE ROBERGE, directrice générale du Palais Montcalm -Maison

© 2019 Le Journal de Québec. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190220-OR-245b7840-34da-11e9-939a-5bf24c35c51d

de la musique. Absent : BERNARD LABADIE, chef fondateur des Violons du Roy et directeur musical de la Chapelle de Québec.

ANNIVERSAIRES

GERMAIN LAMONDE (photo), fondateur et président exécutif du conseil d'administration d'EXFO Ingénierie électro- optique à Vanier, 59 ans... ANGELO ESPOSITO, ex-attaquant de la LHJMQ et de la LNH, 30 ans... RIHANNA, chanteuse barbadienne, 31 ans... MARIO TESSIER, animateur et humoriste québécois, 48 ans... CINDY CRAWFORD, actrice et top-modèle américain, 53 ans... PIERRE BOUCHARD, défenseur (1970- 82) avec le Canadien de 1970 à 1978, 71 ans.

DISPARUS

Le 20 février 2014. MARCEL DESLAURIERS (photo), 97 ans, cofondateur de Peintures Sico... 2017. MILDRED DRESSELHAUS, 86 ans, physicienne américaine... 2016. PETER MONDAVI, 101 ans, viticulteur américain et et propriétaire des vignobles Charles Krug... 2013. JEAN GAUTHIER, 75 ans, a disputé 90 matchs avec les Canadiens de Montréal avec qui il a remporté la coupe Stanley en 1965... 1941. LA BOLDUC, 46 ans, née Mary Travers, la première chansonnière du Québec.

Campagne de financement

La Fondation Partage chrétien de Saint-Ambroise (Loretteville) a lancé récemment sa campagne de souscription 2019 sous la présidence d'honneur de RAYMOND MARTEL, réputé pharmacien de Loretteville. La Fondation est le principal bailleur de fonds à l'Accueil Saint-

Ambroise, en collaboration avec la Conférence Saint-Vincent de Paul Saint-Ambroise, pour la nourriture. La Fondation mène son action auprès des familles dans le besoin de Loretteville. Sur la photo, de gauche à droite, GÉRARD DELTELL, député de Louis-Saint-Laurent ; RAYMOND MARTEL, président d'honneur ; SYLVAIN LÉVESQUE, député de Chauveau ; et DENIS PAUL, président de la Fondation.

Note(s) :

pierre.gingras@quebecormedia.com

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Lundi 11 février 2019 • 04h00 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 1590 mots

Aussi paru dans

10 février 2019 - La Voix de l'Est (Granby, QC) (tablette)

Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

11 février 2019 - MSN (Canada) (français) (site web réf.)

SABSA, un phare pour les patients atteints du VIH

Élisabeth Fleury

Le Soleil

En six mois, Jasmine* a réussi à se sortir de la rue, des drogues injectables et de la prostitution. La jeune femme de 27 ans prend aujourd'hui assidûment sa médication contre le VIH et a recommencé à voir son enfant. Une spectaculaire remontée qui n'aurait pas été possible — c'est elle-même qui le dit — sans l'intervenante Marilyn Rochette et le programme PIHVOT de SABSA.

Ce programme «d'accompagnement soutenu» de patients atteints du VIH a été mis sur pied en mars 2018 à la coopérative de la rue Saint-Vallier, dans le quartier Saint-Roch. Il est financé par la compagnie canadienne ViiV Soins de santé, qui se consacre à la recherche sur le VIH et à son traitement. La société pharmaceutique indépendante est proche du milieu communautaire, avec lequel elle signe divers partenariats.

Chez SABSA, ce partenariat s'est traduit par l'embauche de l'intervenante Marilyn Rochette. Une cinquantaine de patients sont suivis par elle, dont Jasmine et Karine Girard. *Le Soleil* les a rencontrées jeudi dernier, en compagnie de Marilyn et de la coordonnatrice de SABSA, Amélie Bédard.

Jasmine revient de loin. De très loin. La drogue a poussé la jeune mère de famille jusqu'à la rue. Perte de la garde de son enfant, prostitution. Pendant près

Le Soleil, Erick Labbe

Karine Girard (droite) a repris sa santé en main grâce au programme PIHVOT et à l'intervenante Marilyn Rochette (gauche).

de deux ans, sans adresse, malade, elle a multiplié les visites à l'hôpital, où elle devait régulièrement faire traiter abcès et infections.

«Je voulais de moins en moins y aller, à l'hôpital. [...] La police m'a déjà rentrée une fois parce que je ne voulais pas y aller. Je n'aime pas ça, je me sens jugée, je me sens comme un tas de merde quand je vais là. Mes abcès empiraient parce que je tardais à les faire soigner», raconte Jasmine.

«À l'hôpital, ils ne voulaient plus me garder, enchaîne-t-elle. Je suis donc venue chez SABSA pour faire changer la mèche dans mon bras [qui permet de retirer l'infection d'un abcès]. C'est là que j'ai appris que j'avais le VIH.»

© 2019 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190211-LSW-3b159fb1202a7174d306ae320b6ea651

Une heureuse rencontre

Et c'est à la coopérative sans médecin qu'elle a fait la rencontre de Marilyn, le 3 juillet dernier. «Elle m'a carrément prise en charge. C'était dur, j'étais fatiguée... Il y a eu beaucoup de hauts et de bas. Marilyn m'a cherchée souvent. Elle ne savait pas où me rejoindre, je l'appelais le plus souvent possible, mais des fois, tsé, j'étais droguée pas mal...» confie celle qui a «dormi souvent dans le char de Marilyn».

Quand il fallait qu'elle aille à l'hôpital, Marilyn l'y accompagnait. «Elle a été hospitalisée près de quatre semaines cet été pour une endocardite et un abcès pulmonaire. J'étais là tous les jours, je négociais avec l'hôpital... Le problème à l'hôpital avec les gens désaffiliés, qui vivent dans la rue, c'est que le personnel est très restrictif, il ne les laisse pas sortir, a toujours peur qu'ils jouent dans leur cathéters pour s'injecter», témoigne Marilyn.

Au bout du rouleau, épuisée par la rue et la maladie, Jasmine est allée vivre en octobre dans une ressource d'hébergement de MIELS Québec. C'est à partir de ce moment qu'elle s'est mise à prendre ses antirétroviraux de manière assidue. «Avant ça, je les perdais tout le temps. J'étais pas en état, pas focussée.» En deux mois, sa charge virale, énorme au début, a diminué jusqu'à être indétectable. «Par deux fois cet été, ses jours étaient comptés», se souvient Marilyn.

Le chemin parcouru par Jasmine en six mois est impressionnant. Fini l'injection de drogue — elle a repris le programme de méthadone «au moins quatre fois» —, fini le travail du sexe, fini la rue. Et sa charge virale est toujours indétectable. «Pis j'ai recommencé à voir ma fille

chez ma mère les fins de semaine! Avec Marilyn, mais là, ça va être sans Marilyn!» précise-t-elle fièrement.

Le jour où nous avons rencontré Jasmine, elle emménageait dans le petit trois et demi déniché grâce au projet Porte-clés du Projet intervention prostitution Québec (PIPQ). «C'est Marilyn qui m'a mise en relation avec le PIPQ et le projet Porte-clés», souligne-t-elle, reconnaissante.

«Marilyn m'a mise en confiance. Je ne sais pas comment elle a réussi ça, parce que je ne fais pas confiance facilement. Elle m'a donné le goût d'aller mieux. Aujourd'hui, ça va beaucoup mieux. Et la suite s'annonce très bien», analyse en souriant l'attachante jeune femme, pleine d'espoir.

Établir la confiance

«La clé c'est le lien, la confiance. Une fois que c'est là...» renchérit Marilyn, qui appelle Jasmine son «bébé», puisque c'est la dernière qu'elle a prise sous son aile dans le cadre du programme PIHVOT.

La première, c'est Karine Girard, qu'elle a connue il y a 17 ans alors qu'elle était son agente de probation. Mais ça, Karine, une ex-toxicomane également atteinte du VIH, ne s'en souvenait pas quand Marilyn est revenue dans sa vie, il y a un peu plus d'un an.

«À ce moment-là, je vivais dans un petit appartement malsain, avec mon chien et mon chum, qui est aussi un ex-toxicomane. C'était difficile, notamment sur le plan de mon hygiène corporelle, de ma santé mentale... Quand Marilyn est arrivée, tout a déboulé. Elle m'a aidée à me trouver une place dans un HLM, m'a accompagnée à mes rendez-vous médi-

caux, à mes rendez-vous pour le VIH, pour ma méthadone... Faire les choses par moi-même était difficile», explique la femme de 44 ans, qui a appris récemment qu'elle avait aussi le diabète et un taux de cholestérol élevé.

«Grâce à Marilyn, j'ai fait le programme Traité santé, où des infirmières, des nutritionnistes, des kinésistes m'ont aidée à reprendre ma santé en main, à bien m'alimenter, à bouger... Je me suis lancée dans l'entraînement deux fois par semaine, ce qui est exceptionnel, parce que je ne bouge pas de nature!» rigole Karine.

Suivi du conjoint

Marilyn suit aussi le copain de Karine, qui n'a pas le VIH, mais auprès duquel elle fait de la prévention, comme elle en fait auprès d'autres personnes à risque d'être infectées. «Je réponds à ses questions, à ses inquiétudes», précise l'intervenante.

Selon Marilyn Rochette, le programme est jeune, mais il a déjà fait ses preuves. «En faisant un suivi serré, on a une meilleure observance de la prise de médication. Plus je suis présente, plus ils vont à leurs rendez-vous, plus ils prennent leurs médicaments et leurs traitements, et moins ils consomment. Tout s'enchaîne», résume-t-elle.

Sauf que le financement du programme prend fin en décembre prochain. L'équipe de **SABSA** souhaite que le public prenne la relève.

*Prénom fictif

+

LE PROGRAMME PIHVOT EN CHIFFRES

Une cinquantaine de patients suivis, dont 56 % sont des femmes

85 % présentent ou ont déjà présenté un problème de toxicomanie

95 % adhèrent à leur traitement d'antirétroviraux dans le cadre du projet

80 % proviennent des quartiers centraux de la ville de Québec (Saint-Roch ou Saint-Sauveur)

20 % sont sans domicile fixe

Environ 350 interventions psychosociales (accompagnement, soutien, références, démarches variées) réalisées en dix mois

Source : [SABSA](#)

+

DU FINANCEMENT PUBLIC SOUS LA CAQ?

L'arrivée d'une nouvelle ministre de la Santé permet à l'équipe de [SABSA](#) d'espérer un meilleur soutien du gouvernement.

Trois semaines après sa nomination, la ministre Danielle McCann s'était montrée encline à rouvrir des portes jusque là fermées par son prédécesseur, dont celle du financement de la clinique [SABSA](#).

«Je suis très sensible [...]. Je prends l'engagement de bien évaluer les besoins de la clinique. Si elle a besoin d'argent, on va regarder ça très sérieusement. Elle voit aux besoins des clientèles les plus vulnérables, et moi, dans mon livre à moi, c'est très important», disait la ministre McCann en entrevue au Soleil.

Entente limitée

La clinique [SABSA](#) offre environ 3600 consultations par année à des patients qui ont pour la majorité une situation et un état de santé précaires (hépatite C, VIH, toxicomanie, problèmes de santé mentale, souvent sans carte d'assurance maladie et sans médecin de famille). Ses besoins s'élèvent à environ 250 000 \$ par année.

Or à l'heure actuelle, l'entente entre le gouvernement du Québec et la coopérative ne prévoit que le paiement des fournitures médicales et du salaire de l'infirmière praticienne spécialisée (IPS) Isabelle Têtu. Une travailleuse sociale est également «prêtée» par le CIUSSS de la Capitale-Nationale à la clinique trois jours par semaine. Le reste, notamment les frais d'exploitation, est assumé par la coopérative, qui doit organiser des campagnes de financement chaque année pour assurer sa survie.

Rencontre

À propos des IPS, Danielle McCann avait dit vouloir qu'elles jouent leur rôle «pleinement». Un rôle qu'elles peuvent très bien jouer en dehors des murs des groupes de médecine familiale, selon elle. «On est à l'ère numérique, on n'est pas obligé d'être dans le même édifice», disait Mme McCann.

L'équipe de [SABSA](#) a pu rencontrer la ministre de la Santé il y a un peu plus de deux semaines. Elle attend des nouvelles ce printemps. «On a espoir», dit la coordonnatrice de la clinique, Amélie Bédard.

Cet article est paru dans Le Soleil (Québec, QC) (site web)

<https://www.lesoleil.com/actualite/sant/sabsa-un-phare-pour-les-patients-att-eints-du-vih-3b159fb1202a7174d306a>

[e320b6ea651](#)

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2019-02-11 à 11h01 HE.



leSoleil**Nom de la source**

Le Soleil (Québec, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

p. 1



p. 2



p. 3



Lundi 11 février 2019

Le Soleil (Québec, QC) • no. Vol. 123 n° 37 • p. 1,2,3 • 1119 mots

La clé de la remontée

À la coopérative **SABSA**, des patients atteints du VIH retrouvent le goût d'aller mieux

Élisabeth Fleury

En six mois, Jasmine* a réussi à se sortir de la rue, des drogues injectables et de la prostitution. La jeune femme de 27 ans prend aujourd'hui assidûment sa médication contre le VIH et a recommencé à voir son enfant. Une spectaculaire remontée qui n'aurait pas été possible - c'est elle-même qui le dit - sans l'intervenante Marylyn Rochette et le programme PI-HVOT de **SABSA**.

Ce programme «d'accompagnement soutenu» de patients atteints du VIH a été mis sur pied en mars 2018 à la coopérative de la rue Saint-Vallier, dans le quartier Saint-Roch. Il est financé par la compagnie canadienne ViiV Soins de santé, qui se consacre à la recherche sur le VIH et à son traitement. La société pharmaceutique indépendante est proche du milieu communautaire, avec lequel elle signe divers partenariats, pré-cise son porte-parole, Oumar Dicko.

Chez **SABSA**, ce partenariat s'est traduit par l'embauche de l'intervenante Marylyn Rochette. Une cinquantaine de patients sont suivis par elle, dont Jasmine et Karine Girard. *Le Soleil* les a rencontrées jeudi dernier, en compagnie de Marilyn et de la coordonnatrice de **SABSA**, Amélie Bédard.

Jasmine revient de loin. De très loin. La drogue a poussé la jeune mère de

Photos Le Soleil, Erick Labbé

Karine Girard, à droite, fait partie des patientes accompagnées par l'intervenante Marylyn Rochette.

famille jusqu'à la rue. Perte de la garde de son enfant, prostitution. Pendant près de deux ans, sans adresse, malade, elle a multiplié les visites à l'hôpital, où elle devait régulièrement faire traiter abcès et infections.

«Je voulais de moins en moins y aller, à l'hôpital. [...] La police m'a déjà rentrée une fois parce que je ne voulais pas y aller. Je n'aime pas ça, je me sens jugée, je me sens comme un tas de merde quand je vais là. Mes abcès empiraient parce que je tardais à les faire soigner», raconte Jasmine.

«À l'hôpital, ils ne voulaient plus me garder, enchaîne-t-elle. Je suis donc venue chez **SABSA** pour faire changer la mèche dans mon bras [qui permet de retirer l'infection d'un abcès]. C'est là que j'ai appris que j'avais le VIH.»

Une heureuse rencontre

Et c'est à la coopérative sans médecin qu'elle a fait la rencontre de Marilyn, le 3 juillet dernier. «Elle m'a carrément prise en charge. C'était dur, j'étais fatiguée... Il y a eu beaucoup de hauts et de bas. Maryline m'a cherchée souvent. Elle ne savait pas où me rejoindre, je

© 2019 Le Soleil (Québec, QC). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190211-LS-0001

l'appelais le plus souvent possible, mais des fois, tsé, j'étais droguée pas mal...» confie celle qui a «dormi souvent dans le char de Marilyn».

Quand il fallait qu'elle aille à l'hôpital, Marilyn l'y accompagnait. «Elle a été hospitalisée près de quatre semaines cet été pour une endocardite et un abcès pulmonaire. J'étais là tous les jours, je négociais avec l'hôpital... Le problème à l'hôpital avec les gens désaffiliés, qui vivent dans la rue, c'est que le personnel est très restrictif, il ne les laisse pas sortir, a toujours peur qu'ils jouent dans leur cathéters pour s'injecter», témoigne Marilyn.

Au bout du rouleau, épuisée par la rue et la maladie, Jasmine est allée vivre en octobre dans une ressource d'hébergement de MIELS Québec. C'est à partir de ce moment qu'elle s'est mise à prendre ses antirétroviraux de manière assidue. «Avant ça, je les perdais tout le temps. J'étais pas en état, pas focussée.» En deux mois, sa charge virale, énorme au début, a diminué jusqu'à être indétectable. «Par deux fois cet été, ses jours étaient comptés», se souvient Marilyn.

Le chemin parcouru par Jasmine en six mois est impressionnant. Fini l'injection de drogue - elle a repris le programme de méthadone «au moins quatre fois» -, fini le travail du sexe, fini la rue. Et sa charge virale est toujours indétectable. «Pis j'ai recommencé à voir ma fille chez ma mère les fins de semaine! Avec Marilyn, mais là, ça va être sans Marilyn!» précise-t-elle fièrement.

Le jour où nous avons rencontré Jasmine, elle emménageait dans le petit trois et demi déniché grâce au projet Porte-clés du Projet intervention prostitution Québec (PIPQ). «C'est Marilyn

qui m'a mise en relation avec le PIPQ et le projet Porte-clés», souligne-t-elle, reconnaissante.

«Marilyn m'a mise en confiance. Je ne sais pas comment elle a réussi ça, parce que je ne fais pas confiance facilement. Elle m'a donné le goût d'aller mieux. Aujourd'hui, ça va beaucoup mieux. Et la suite s'annonce très bien», analyse en souriant l'attachante jeune femme, pleine d'espoir.

Établir la confiance

«La clé, c'est le lien, la confiance. Une fois que c'est là...» renchérit Marilyn, qui appelle Jasmine son «bébé», puisque c'est la dernière qu'elle a prise sous son aile dans le cadre du programme PIHVOT.

La première, c'est Karine Girard, qu'elle a connue il y a 17 ans alors qu'elle était son agente de probation. Mais ça, Karine, une ex-toxicomane également atteinte du VIH, ne s'en souvenait pas quand Marilyn est revenue dans sa vie, il y a un peu plus d'un an.

«À ce moment-là, je vivais dans un petit appartement malsain, avec mon chien et mon chum, qui est aussi un ex-toxicomane. C'était difficile, notamment sur le plan de mon hygiène corporelle, de ma santé mentale... Quand Marilyn est arrivée, tout a déboulé. Elle m'a aidée à me trouver une place dans un HLM, m'a accompagnée à mes rendez-vous médicaux, à mes rendez-vous pour le VIH, pour ma méthadone... Faire les choses par moi-même était difficile», explique la femme de 44 ans, qui a appris récemment qu'elle avait aussi le diabète et un taux de cholestérol élevé.

«Grâce à Marilyn, j'ai fait le programme Traité santé, où des infirmières, des nu-

tritionnistes, des kinésistes m'ont aidée à reprendre ma santé en main, à bien m'alimenter, à bouger... Je me suis lancée dans l'entraînement deux fois par semaine, ce qui est exceptionnel, parce que je ne bouge pas de nature!» rigole Karine.

Suivi du conjoint

Marilyn suit aussi le copain de Karine, qui n'a pas le VIH, mais auprès duquel elle fait de la prévention, comme elle en fait auprès d'autres personnes à risque d'être infectées. «Je réponds à ses questions, à ses inquiétudes», précise l'intervenante.

Selon Marilyn Rochette, le programme est jeune, mais il a déjà fait ses preuves. «En faisant un suivi serré, on a une meilleure observance de la prise de médication. Plus je suis présente, plus ils vont à leurs rendez-vous, plus ils prennent leurs médicaments et leurs traitements, et moins ils consomment. Tout s'enchaîne», résume-t-elle.

Sauf que le financement du programme prend fin en décembre prochain. L'équipe de **SABSA** souhaite que le public prenne la relève.

Illustration(s) :

Photo Le Soleil Erick Labbe

«La clé, c'est le lien, la confiance. Une fois que c'est là...», affirme l'intervenante Marilyn Rochette.

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

p. 3



Lundi 11 février 2019

Le Soleil (Québec, QC) • no. Vol. 123 n° 37 • p. 3 • 397 mots

Du financement public sous la CAQ?

Élisabeth Fleury

L'arrivée d'une nouvelle ministre de la Santé permet à l'équipe de **SABSA** d'espérer un meilleur soutien du gouvernement.

Trois semaines après sa nomination, la ministre Danielle McCann s'était montrée encline à rouvrir des portes jusque là fermées par son prédécesseur, dont celle du financement de la clinique **SABSA**.

«Je suis très sensible [...]. Je prends l'engagement de bien évaluer les besoins de la clinique. Si elle a besoin d'argent, on va regarder ça très sérieusement. Elle voit aux besoins des clientèles les plus vulnérables, et moi, dans mon livre à moi, c'est très important», disait la ministre McCann en entrevue au Soleil.

Entente limitée

La clinique **SABSA** offre environ 3600 consultations par année à des patients qui ont pour la majorité une situation et un état de santé précaires (hépatite C, VIH, toxicomanie, problèmes de santé mentale, souvent sans carte d'assurance maladie et sans médecin de famille). Ses besoins s'élèvent à environ 250 000 \$ par année.

Or à l'heure actuelle, l'entente entre le gouvernement du Québec et la coopérative ne prévoit que le paiement des fournitures médicales et du salaire de l'infirmière praticienne spécialisée (IPS) Is-

abelle Têtu. Une travailleuse sociale est également «prêtée» par le CIUSSS de la Capitale-Nationale à la clinique trois jours par semaine. Le reste, notamment les frais d'exploitation, est assumé par la coopérative, qui doit organiser des campagnes de financement chaque année pour assurer sa survie.

Rencontre avec la ministre de la Santé

À propos des IPS, Danielle McCann avait dit vouloir qu'elles jouent leur rôle «pleinement». Un rôle qu'elles peuvent très bien jouer en dehors des murs des groupes de médecine familiale, selon elle. «On est à l'ère numérique, on n'est pas obligé d'être dans le même édifice», disait Mme McCann.

L'équipe de **SABSA** a pu rencontrer la ministre de la Santé il y a un peu plus de deux semaines. Elle attend des nouvelles ce printemps. «On a espoir», dit la coordonnatrice de la clinique, Amélie Bédard.

Encadré(s) :

Le programme PIHVOT en chiffres

Une cinquantaine de patients suivis, dont 56 % sont des femmes

85 % présentent ou ont déjà présenté un problème de toxicomanie

95 % adhèrent à leur traitement d'antirétroviraux dans le cadre du projet

© 2019 Le Soleil (Québec, QC). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190211-LS-0002

80 % proviennent des quartiers centraux de la ville de Québec (Saint-Roch ou Saint-Sauveur)

20 % sont sans domicile fixe

Environ 350 interventions psychosociales (accompagnement, soutien, références, démarches variées) réalisées en dix mois

Source : **SABSA**